

VERTRAULICH

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

3003 Bern, den 17.9.1993

TEILPROTOKOLL 1	der Sitzung vom 9./10. September 1993 09. September 16.00 - 19.00 h 10. September 08.00 - 10.15 h in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4
TAGESORDNUNG	3. 93.047 s KSZE-Uebereinkunft über Schlichtung und Schiedsgerichtsbarkeit. Vertrag mit Polen und Ungarn (weitere Traktanden siehe Hauptprotokoll)
ORDRE DU JOUR	3. 93.047 é Conciliation et arbitrage au sein de la CSCE. Traité avec la Pologne et la Hongrie (Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)
TEILNEHMER	<u>Präsident:</u> Caveltz <u>Anwesende Mitglieder</u> Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rüesch, Schuesser <u>Entschuldigt</u> Flückiger, Béguin, Kündig, Rhinow, Simmen <u>Weitere Teilnehmer</u> H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA H. Botschafter Luzius Caflisch, Rechtsberater, EDA H. Raimund Kunz, EDA, Chef KSZE-Dienst, Politische Abteilung III H. Rolf Stücheli, GS EDA Kommissionssekretariat: Frau Pitteloud Protokoll: Frau Stauffer (d), Herr Kuonen (f)



3. 93.021 s KSZE-Übereinkunft über Schlichtung und Schiedsgerichtsbarkeit. Vertrag mit Polen und Ungarn

M. Cotti, conseiller fédéral: Le texte final de la convention a été négocié à Genève l'année passée dans le cadre d'une conférence d'experts de la CSCE présidée par la Suisse. Je souligne à ce propos que nous avons parfois tendance à oublier le nombre important de responsabilités assumées par la Suisse au niveau international.

La nouvelle convention permet à tout "Etat Partie" de soumettre unilatéralement à une commission de conciliation de cinq membres à constituer ad hoc par un organisme extérieur, le Bureau de la future Cour de conciliation et d'arbitrage, tout différend qui l'oppose à un autre "Etat Partie". La commission ad hoc ainsi formée fera des propositions en vue du règlement du litige. Malgré leur caractère facultatif, ces propositions auront un poids considérable.

Les propositions suisses - nous n'avons pas atteint les objectifs que nous avons fixés - postulaient que l'arbitrage soit obligatoire. La convention qui vous est soumise ne réalise pas ce postulat puisque la procédure d'arbitrage prévue n'est que facultative.

Les voies de règlement ainsi ouvertes seront gérées par la nouvelle Cour européenne de conciliation et d'arbitrage. Cet organisme ne siègera pas en permanence. Il sera administré par un bureau modeste, mais susceptible d'être adapté au gré des besoins. La proposition présentée tient donc compte d'un souci d'économie.

L'engagement de la Suisse, durant plus de vingt ans, au service du règlement pacifique des conflits et des différends lui a valu l'établissement du siège de la nouvelle cour à Genève. Ce choix est aussi le fruit de l'effort conduit en présidant la commission qui a préparé le texte final. Les charges financières sont très raisonnables.

Deux traités spécifiques sont négociés avec la Hongrie et la Pologne. A la différence de ce qui est prévu par la convention, l'arbitrage est obligatoire dans les relations bilatérales avec ces deux Etats.

La prévention des conflits armés passe essentiellement par les méthodes de règlement pacifique des différends, y compris par l'appel à des arbitres tiers. C'est pourquoi l'établissement de ces voies de règlement représente une des priorités de notre politique étrangère. Une trentaine de traités bilatéraux et une série d'engagements multilatéraux en témoignent. Contrairement à la Convention de 57 pour le règlement pacifique des différends conclu sous les auspices du Conseil de l'Europe, l'instrument multilatéral forgé au sein de la CSCE accomplit une percée, parce qu'il met sur pied une procédure généralisée de conciliation. Certes, la percée n'est pas complète, car certains Etats occidentaux refusent pour le moment de s'associer au nouvel instrument. Les pays d'Europe centrale et orientale en revanche s'y intéressent activement. Jusqu'à maintenant 33 pays ont signé la convention. De plus, nous regrettons que le volet arbitrage obligatoire fasse défaut. Malgré tout, l'évaluation est positive, car il s'agit d'un

instrument au service de la paix. N'oublions pas que nous appartenons de plein droit à la CSCE qui représente un point fort de notre politique étrangère. Nous devons la renforcer autant que possible après l'abandon de la politique des blocs. C'est d'ailleurs aussi une des raisons pour lesquelles nous enverrons un ambassadeur de haute qualité qui prendra ses fonctions dans un mois à Vienne.

Mme Pitteloud: La délégation parlementaire suisse qui s'est rendue à l'Assemblée parlementaire de la CSCE à Helsinki du 6 au 9 juillet 1993 avait proposé que tous les pays ratifient ces accords.

Eintreten ist nicht bestritten

Detailberatung

Bundesbeschluss betreffend das Übereinkommen über Vergleichs- und Schiedsverfahren innerhalb der Konferenz über Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (KSZE), den Vergleichs- und Schiedsvertrag mit Polen sowie den Schieds- und Vergleichsvertrag mit Ungarn

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

Artikel 3

Artikel 4

einstimmig beschlossen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Die **Berichterstattung** erfolgt schriftlich.

VERTRAULICH

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

3003 Bern, den 17.9.1993

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 9./10. September 1993
09. September 16.00 - 19.00 h
10. September 08.00 - 10.15 h
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG

1. 93.051 s IKRK, Bundesbeitrag
2. 93.021 s Immobilienstiftung für internationale Organisationen (FIPOI), Neue Darlehen (CERN und WMO)
3. 93.047 s KSZE-Uebereinkunft über Schlichtung und Schiedsgerichtsbarkeit, Vertrag mit Polen und Ungarn (s. Teilprotokoll 1)
4. 91.3187 Mo. Nationalrat (Mühlemann), Unterstützung der Europapolitik in den Grenzregionen
5. Aktualitäten (s. Teilprotokoll 3)
 - 5.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien
 - 5.2. Ev. weitere Aktualitäten
6. 93.048 sn Internationale Wirtschaftsvereinbarungen (s. Teilprotokoll 2)
7. 93.028 n Doppelbesteuerungsabkommen mit der Bundesrepublik Deutschland (s. Teilprotokoll 2)
8. Vorbereitung der Sitzung vom 21. und 22. Oktober 1993 (s. Teilprotokoll 3)
9. Verschiedenes (s. Teilprotokoll 3)

ORDRE DU JOUR

1. 93.051 é CICR, Contribution
2. 93.021 é Fondation des immeubles des organisations internationales (FIPOI), Nouveaux prêts (CERN et OMM)
3. 93.047 é Conciliation et arbitrage au sein de la CSCE, Traité avec la Pologne et la Hongrie (cf. procès-verbal particulier 1)
4. 91.3187 n Mo. Conseil national (Mühlemann), Intégration européenne, Soutien à la politique des régions frontalières
5. Actualités (cf. procès-verbal particulier 3)
 - 5.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie
 - 5.2. Ev. d'autres actualités
6. 93.048 én Accords économiques internationaux (cf. procès-verbal particulier 2)
7. 93.028 n Double imposition, Convention avec la République fédérale d'Allemagne (cf. procès-verbal particulier 2)
8. Préparation de la séance des 21 et 22 octobre 1993 (cf. procès-verbal particulier 3)
9. Divers (cf. procès-verbal particulier 3)

TEILNEHMER

Präsident: Cavelti

Anwesende Mitglieder: Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rüesch, Schiesser

Entschuldigt: Flückiger, Béguin, Kündig, Rhinow, Simmen

Weitere Teilnehmer

Punkt 1 (93.051 IKRK)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
 H. Cornelio Sommaruga, Präsident IKRK
 H. Peter Fuchs, Generaldirektor IKRK
 H. Botschafter François Nordmann, Direktor, Direktion für internationale Organisationen (DIO), EDA
 H. Robert Steiner, DIO, EDA
 H. Rolf Stücheli, GS EDA

Punkt 2 (93.021 FIPOI)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
 H. Botschafter François Nordmann, Direktor, Direktion für internationale Organisationen (DIO), EDA
 H. Robert Steiner, DIO, EDA
 H. Rolf Stücheli, GS EDA

Punkt 3 (93.047 KSZE)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
 H. Botschafter Luzius Caflisch, Rechtsberater, EDA
 H. Raimund Kunz, EDA, Chef KSZE-Dienst, Politische Abteilung III
 H. Rolf Stücheli, GS EDA

Punkt 4 (91.3187)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
 H. Botschafter Mathias Krafft, Direktor, Direktion für Völkerrecht, EDA
 H. Rolf Stücheli, GS EDA

Punkt 5 (Aktualitäten)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA
 H. Botschafter von Däniken, Politische Abteilung 1, EDA
 H. Botschafter Ducrey, Politisches Sekretariat, EDA
 H. Vizedirektor Rädgersdorf, DEH, EDA
 H. Rolf Stücheli, GS EDA

Punkt 6 (93.032 Internationale Wirtschaftsvereinbarungen)

H. Botschafter Arioli, BAWI, EVD
 Frau Robert, BAWI, EVD
 H. Minister Wasescha, BAWI, EVD
 H. Bernhard Herold, BAWI, EVD

Punkt 7 (93.028 DBA mit BRD)

H. Samuel Tanner, Vize-Direktor, Eidg. Steuerverwaltung, EFD
 H. Andreas Kolb, Eidg. Steuerverwaltung, EFD

Kommissionssekretariat: Frau Pitteloud

Protokoll: Frau Stauffer (d), Herr Kuonen (f)

1. 93.051 s IKRK. Bundesbeitrag

M. Cotti, conseiller fédéral: Le contexte est tout à fait propice pour traiter le message du Conseil fédéral du 26 mai 1993. J'ai effectivement été témoin de quelques semaines de collaboration intense entre le conseil fédéral, respectivement le DFAE et le Comité international de la Croix-Rouge. Je me rappelle les préparatifs, parfois imprégnés d'un certain pessimisme, de la Conférence de Genève sur les droits humanitaires en temps de guerre. Nous nous demandions combien de pays pouvaient s'intéresser à une conférence de ce type? Combien de pays la bouderaient par crainte de l'évocation de conflits où ils seraient impliqués? Quelles seraient les conclusions d'une conférence d'une durée de trois jours se rapportant à des sujets si dramatiques que tout échec serait répercuté très négativement, non seulement pour la communauté internationale, mais aussi pour la Suisse, Etat organisateur? Finalement, 160 pays étaient représentés dont 40 par des ministres et 40 par des secrétaires d'Etat appartenant aux cabinets. Les conclusions ont été très réjouissantes. La conférence n'en est pas resté au rappel dramatique des droits des victimes de la guerre. Elle a voulu donner à la Suisse un mandat de suivi, c'est-à-dire à l'application plus concrète de ces droits à l'avenir. Je ne vous cache pas qu'au cours de la conférence j'ai parfois été bouleversé, en particulier lors d'interventions à la tribune émanant de représentants de pays dont on sait pertinemment qu'ils n'appliquent pas les droits humanitaires en temps de guerre. Néanmoins, cela fait partie du jeu. L'important est que ces normes écrites, ancrées dans les Conventions de Genève et les protocoles additionnels déposés auprès de la Confédération helvétique soient reconnues sans exception et leurs violations condamnées par la communauté internationale. La conférence a donc été un franc succès grâce avant tout au CICR qui en a eu l'initiative et qui a prié la Suisse d'en être la promotrice. Je témoigne donc ma reconnaissance au CICR pour le travail accompli et relève une fois de plus que la collaboration étroite entre deux entités indépendantes est profitable à chacun. Cette conférence était aussi pour le DFAE la première épreuve d'importance. Grâce au travail de M. Nordmann et des ses collaborateurs, la réussite a été grande.

Le message du Conseil fédéral concerne la contribution de la Suisse au budget du siège du CICR, à son infrastructure permanente. C'est un message traditionnel, puisqu'il est répété périodiquement. Nous vous suggérons de voter un crédit annuel de 60 millions de francs pour les années 94-95 et 65 millions pour les années 96-97. Cela représente une rupture avec la pratique traditionnelle qui voulait que la Confédération prenne en charge la moitié du budget du siège. Pour la prochaine période il manquera 5 millions de francs par année pour répondre à cette pratique. Je suis personnellement mécontent du non-respect de cette habitude. Mais, face à l'évolution budgétaire à laquelle nous sommes confrontés, je suis malgré tout heureux d'avoir pu vous proposer une contribution inférieure d'à peine quelques millions à la tradition.

Remarquons cependant que l'ensemble des prestations financières de la Suisse en faveur du CICR représente environ le tiers de l'ensemble de l'aide humanitaire de la Confédération. Ceci confirme notre volonté de respecter nos obligations particulières envers le CICR. Le soutien de la Confédération au CICR pour des actions spécifiques (Somalie, ex-Yougoslavie, etc.) n'est pas inclus dans cette proportion.

J'espère, d'une manière générale, que le Parlement ne soumettra pas le secteur de l'aide humanitaire, l'aide au développement, aux économies que vous seriez amenés à pratiquer. Je rappelle que - dans la comparaison internationale - nous ne sommes pas au-dessus de la moyenne dans ce secteur. Notre engagement est actuellement le minimum admissible face à une communauté internationale de plus en plus sollicitée pour des interventions, plus particulièrement les pays nantis. En conclusion, je vous invite, au nom du Conseil fédéral, à donner votre approbation à cette demande de crédit.

Präsident: Herr Sommaruga, ich danke Ihnen, dass Sie uns die Ehre Ihrer Anwesenheit erweisen.

M. Sommaruga: Je suis honoré de participer à votre séance de commission. C'est l'occasion de remercier - par votre intermédiaire - le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale pour l'appui essentiel dont bénéficie le CICR de la part de la Suisse. Certes, le CICR est indépendant et privé, mais il reste suisse par le fait que les membres de son comité sont tous de nationalité suisse, que la très grande majorité de ses collaborateurs sont suisses, par la situation de son siège, par le symbole de son drapeau qui est connu à travers le monde. Cette institution indépendante avec un mandat international ne pourrait pas accomplir toutes ses tâches sans l'appui de la Confédération qui est l'Etat dépositaire des Conventions de Genève.

L'expression de ma reconnaissance vient au moment où la demande de soutien du CICR est toujours plus pressante dans les trois domaines habituellement couverts par l'institution. On requiert son intervention, premièrement dans le domaine du respect du droit international humanitaire, dans le travail lié aux Conventions de Genève, à leur universalisation, à la diffusion de leurs principes et de leurs règles en entretenant un dialogue bilatéral ou multilatéral avec toutes les parties disposant d'un certain pouvoir dans les zones de conflits. En définitive, les règles sont très simples car, dans un conflit, il s'agit de sauvegarder les non-combattants. On le sollicite deuxièmement, dans le cadre du mouvement de la Croix-Rouge qui est universel. Il est composé de 158 sociétés nationales de Croix-Rouge ou de Croissant-Rouge qui ont un lien avec le CICR qui est le gardien des principes de la Croix-Rouge. Le CICR doit reconnaître les sociétés nationales et les accompagner dans un monde conflictuel où l'image de la Croix-Rouge doit demeurer neutre. Troisièmement on demande au CICR des actions opérationnelles. Les délégués du CICR agissent dans le monde entier, donnent assistance et protection aux victimes de la guerre. Cette demande augmente sensiblement. Mais, la principale difficulté est due au fait que les conflits se

déroulent d'une manière différente. Les nationalismes sont exacerbés. La dimension religieuse, culturelle, ethnique prend beaucoup d'importance. Les autorités, les responsables, réguliers ou irréguliers, ne contrôlent plus véritablement leurs troupes, ce qui complique les interventions et les actions du CICR. La population civile devient souvent l'objectif même de ces conflits. Dans un tel contexte, la façon dont s'est déroulée la Conférence de Genève me satisfait. Je remercie notamment M. Flavio Cotti qui l'a présidée très efficacement. Le succès de cette conférence est indéniablement due à la bonne collaboration qui s'est manifestée entre le DFAE et le CICR.

Cette conférence a rappelé à la communauté internationale que, même en temps de guerre, certaines valeurs doivent être préservées. Les exposés de toutes les délégations, la recherche d'un consensus pour une déclaration finale et tout le processus préparatoire ont démontré le rôle essentiel de la Confédération helvétique en tant que dépositaire des Conventions de Genève. La commission permanente des Croix-Rouges et des Croissants-Rouges a fait un grand éloge de la Suisse pour l'organisation de cette conférence. Son président approchera sous peu les instances compétentes en vue de l'organisation en Suisse de la prochaine organisation de la Conférence des Croix-Rouges et des Croissants-Rouges.

Dans un tel contexte, l'appui financier de la Confédération est essentiel, car les autres Etats qui financent le CICR à raison de 85% à 90% observent l'attitude de la Suisse. Qu'est-ce que le budget-siège? Il couvre toutes les dépenses de Genève relatives à l'infrastructure permanente du CICR. Il n'y a pas que des dépenses administratives. Les 650 personnes travaillant à Genève sont engagées aussi dans le travail juridique lié aux Conventions de Genève. Elles élaborent tout le travail de diffusion des principes du droit humanitaire. Genève est le centre de communications du CICR. 56 délégations sont en communication permanente avec la centrale. Les transports, l'organisation médicale et la conduite des opérations sur le terrain sont dirigés depuis Genève. Comme le 50% de la couverture du budget-siège n'est pas atteinte, j'espère fortement que les Chambres fédérales suivent la proposition du Conseil fédéral et que celui-ci réponde, comme par le passé, substantiellement à nos appels d'urgence. Car, si nous considérons l'ensemble des contributions des gouvernements au CICR, on note que la Suisse n'a plus une position prédominante. L'année dernière, elle contribuait à environ 11% des frais globaux du CICR (les Etats-Unis couvrent environ 25%, la CE 16%, etc.).

Zum Eintreten

Bloetzer: Ich bin für Eintreten und stimme dieser Vorlage zu. Ich tue dies, obwohl wir in einer Zeit leben, in der sowohl der Bund als auch die Kantone und die Gemeinden finanzielle Schwierigkeiten haben. Aus zwei Gründen werde ich zustimmen:
1. Die Schweizerische Eidgenossenschaft weist auf dem humanitären Sektor eine grosse Tradition auf, und es steht uns gut an, im Sinne dieser Tradition gerade auch das IKRK voll und

ganz zu unterstützen. Es kommt deshalb nicht in Frage, dass wir diese Beiträge reduzieren, und wir sollten auch eine angemessene Erhöhung, wie dies in der Botschaft vorgesehen ist, vornehmen. Wir tun gut daran, einen erheblichen Teil des Budgets, das wir auf humanitärem Gebiet zur Verfügung haben, für das IKRK einzusetzen, denn die Qualität dieser Dienstleistung ist international anerkannt. Überall, wo wir mit den Einsätzen des IKRK in Kontakt kommen - ich persönlich hatte diese Möglichkeit im Gazastreifen -, kann man feststellen, dass die Qualität der Dienstleistung ein sehr hohes Niveau hat und dass das allgemein anerkannt wird.

2. Der andere Grund für meine Unterstützung der Vorlage ist ein aussenpolitischer Grund: Wir haben alle noch das Resultat der Abstimmung vom 6. Dezember vor uns, und wir erinnern uns, dass der Bundesrat die Erklärung abgegeben hat, dass er in seiner Integrationspolitik weiterfahren will. Wir haben in dieser Kommission und im Plenum mit grosser Mehrheit erklärt, dass dieses Abstimmungsergebnis nicht heissen soll, dass wir uns abschotten wollen; im Gegenteil: wir wollen ganz klar signalisieren - unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern, aber auch Europa und der Welt -, dass wir uns öffnen wollen, dass wir Solidarität nicht nur verbal pflegen, sondern auch in die Tat umsetzen wollen, indem wir in allen internationalen Institutionen und überall dort, wo es möglich ist, Schwergewichte setzen und unsere Aktivität noch verstärken. Aus dieser Sicht heraus steht es uns gut an, und es ist voll und ganz im Einklang mit unserer aussenpolitischen Zielsetzung, dass wir trotz unserer finanziellen Schwierigkeiten die Beiträge in dieser Höhe halten und sie auch angemessen anpassen.

M. Delalay: L'activité du CICR garantit incontestablement la présence de la Suisse dans le monde, plus particulièrement dans les régions en conflit. En Suisse, l'action humanitaire est une tradition. Parmi les actions que nous pouvons mener à l'étranger, c'est probablement celle qui est la mieux comprise par notre population, ainsi que par le Parlement et le gouvernement, puisque M. Cotti nous a affirmé que le tiers des moyens disponibles pour l'aide humanitaire est consenti au CICR. Je suis donc favorable au message.

Du point de vue financier, l'augmentation reste dans des normes très acceptables. Si tous les services et départements parvenaient à maîtriser la progression des dépenses à moins de 5% par année, les finances des cantons et de la Confédération seraient moins mauvaises qu'actuellement. D'autre part, sur le plan international la situation est grave et difficile. Les actions doivent donc être multipliées. Nous aurions donc mauvaise grâce, dans le contexte actuel, à contester l'action du CICR qu'on se plaît partout à relever comme positive. Une des faiblesses des institutions internationales est souvent due à la déperdition des forces au sein de l'administration. On a parfois le sentiment que davantage de moyens sont engagés dans des procédures administratives, plutôt que dans des actions sur le terrain. Quelle est donc la part du budget du

CICR consacrée à l'administration et aux activités opérationnelles?

La presse d'aujourd'hui indiquait que la progression des salaires des cadres ne reflétait pas la tendance générale de l'économie. Elle dépassait largement celle des rétributions habituelles. Quelle est la politique salariale au CICR? Quelle est la nouvelle politique du personnel envisagée au CICR? Comment les salaires des cadres ont-ils évolué au CICR au cours de ces dernières années?

Rüesch: Ich werde die Vorlage aus finanzpolitischer Sicht beleuchten; vorerst möchte ich aber meine volle Sympathie für das IKRK äussern. Anlässlich eines Besuchs der Finanzkommission in Genf haben wir die Sache im Detail studiert, inklusive des Museums, das eine ausgezeichnete Sache ist. - In der Botschaft werden Mehrausgaben postuliert, aber - und das ist für mich entscheidend - diese Mehrausgaben sollen im Rahmen der für die internationale humanitäre Hilfe vorgesehenen Globalmittel voll kompensiert werden (Botschaft Seite 25). Diese Bedingung ist für mich entscheidend für die Zustimmung zur Vorlage, und diese Bedingung muss auf jeden Fall eingehalten werden. In gewissen Kreisen spricht man jetzt bereits davon, dass man das Budget 94 zurückweisen und den Bundesrat beauftragen sollte, ein Budget vorzulegen, bei dem die Ausgaben nicht grösser sind als das Wachstum des Bruttosozialproduktes.

Das Sparprogramm 2 kann, unabhängig vom Ausgang der Abstimmung über die Mehrwertsteuer, zu einem Sparprogramm 3 führen. Angesichts der Finanzkrise ist es entscheidend, dass wir uns in jedem Sektor der staatlichen Tätigkeit auf die ganz wesentlichen Sachen konzentrieren. Das IKRK ist für mich ein solcher Konzentrationspunkt, ein klassisches Aktionsfeld der Schweiz aus historischer Sicht. Hier sind wir verpflichtet, uns weiterhin zu engagieren. Wir müssen uns eben bei anderen Engagements zurückhalten, um dieser Verpflichtung nachkommen zu können. Wir können hier etwas mehr ausgeben, aber eine Kompensation ist unumgänglich. Unter dieser Bedingung stimme ich der Vorlage zu.

M. Cavadini Jean: Effectivement, l'image de la Suisse au travers du CICR est bien celle de son engagement solidaire sur le plan international. Nous devons donc soutenir l'action du CICR dans la mesure de nos moyens. Les propositions de restriction ayant été présentées préalablement, je n'en émettrai plus.

Dans les documents relatifs au plan quinquennal du CICR, on nous dit que la plupart des gouvernements adoptent une politique restrictive en matière d'aide humanitaire et au développement. Ceci signifie donc que l'on a plus de peine à obtenir les contributions des Etats. Pourquoi le budget n'en laisse-t-il rien paraître?

Quelle est la politique qui contribue apparemment à une augmentation de 4% de la masse salariale? Comment est-elle compatible avec les annonces de restrictions faites préalablement?

Le CICR se sent-il engagé à chaque demande? Est-il tenu de répondre à toutes les sollicitations? Si le CICR n'a plus les moyens de sa politique, doit-il opérer des choix? Peut-il le faire?

Schiesser: Es geht uns wohl allen gleich, wir haben nicht nur sehr grosse Sympathien für die Tätigkeit des IKRK, sondern auch eine grosse Hochachtung vor dem, was in diesem Bereich geleistet wird. Aus diesem Grunde wird kaum jemand auf die Idee kommen, den Beitrag, der in der Botschaft verlangt wird, nicht zu gewähren. Das Entscheidende hat Herr Rüesch gesagt: Es geht um die Kontinuität. Es wäre kaum denkbar, dass wir die Faustregel, die bisher galt, nun plötzlich zu ändern versuchten. Das würde das IKRK in grosse Schwierigkeiten bringen. Ein Vergleich der Budgetzahlen mit den seitens der Schweiz vorgesehenen Beiträgen zeigt aber, dass diese Faustregel in Frage gestellt werden könnte. - Frage: Wie sieht die weitere Finanzierung aus, wenn der Beitrag der Schweizerischen Eidgenossenschaft nicht mehr ausreicht, um die Hälfte des Sitzbudgets zu finanzieren - das Budget 97 sieht 148 Millionen Franken vor, der Beitrag der Schweiz wäre 65 Millionen? Ich könnte mir vorstellen, dass die anderen Staaten diesen Fehlbetrag nicht ohne weiteres übernehmen und dass wir damit zu rechnen haben, dass man die Schweiz später um einen zusätzlichen Beitrag bittet.

Herr Sommaruga, eine andere Frage, die nicht unmittelbar mit dieser Vorlage zusammenhängt, beschäftigt mich sehr: Wir haben Kenntnis davon genommen, dass Mitarbeiter des IKRK heute offenbar mehr gefährdet sind als früher. Das ist nicht nur beunruhigend, sondern es besteht auch die Gefahr, dass es für das IKRK schwieriger werden dürfte, Leute für seine ausserordentlich wichtige Tätigkeit zu rekrutieren. Was gedenkt das IKRK zu tun, um seine Mitarbeiter besser abzusichern und den weltweiten Respekt vor der Tätigkeit des IKRK wieder zu steigern?

Gadient: Ich möchte mich dem Dank meiner Vorredner für die im Rahmen des IKRK geleistete Arbeit und für die umfassende und gründliche Botschaft anschliessen. Ich bin ebenfalls überzeugt davon, dass hier eine Konzentration der schweizerischen Kräfte stattfinden soll. Einerseits prägt der schweizerische Sitz diese Institution, und diese Institution prägt andererseits auch wieder das Image der Schweiz. Diese Wechselwirkung ist vordergründig sichtbar, sie wird im Alltag wahrgenommen, auch draussen in der Welt; darauf müssen wir uns besinnen. - Es ist natürlich wichtig, dass die Kooperation zwischen dem Departement und dem IKRK spielt; ich nehme an, dass dies in der Regel der Fall ist. Herr Sommaruga, vielleicht können Sie uns über diese Zusammenarbeit, auch in kritischen Fällen, etwas Aufschluss geben. Es interessiert mich auch, wie Sie persönlich die Stellung des IKRK in der Welt werten.

Bei aller Sympathie sind wir doch verpflichtet, im Zusammenhang mit einer solchen Kreditierung den einen oder anderen Punkt kritisch zu hinterfragen. Die Kompensation, die Herr Rüesch

erwähnt hat, ist zwar schon ein Faktor; aber man muss auch sehen, dass diese Mittel dann in anderen Bereichen nicht verfügbar sind. Es wird gesagt, dass die Ziele des Fünfjahresplans gewisse Prämissen notwendig machen. Wer setzt diese Prämissen, wer formuliert den Fünfjahresplan des IKRK, und nach welchen Kriterien? Es wird festgestellt, dass in Zukunft ein Maximum an Professionalität anzustreben sei und dass die Eigenverantwortlichkeit, vor allem des Kaders, gefördert werden soll. Dass eine neue Personalpolitik gefordert wird, könnte bedeuten, dass die bisherige Personalpolitik nicht befriedigend war. Was waren die Gründe für die mangelnde Effizienz? Es ist interessant zu sehen, dass die Feldaktivitäten sehr stark ausgebaut werden konnten, während die Personalkosten keineswegs entsprechend gesteigert wurden. Nun steht aber in der Botschaft, selbst bei einer Beibehaltung des aktuellen Personalbestandes sei mit einer namhaften Erhöhung der Personalkosten zu rechnen; wie erklärt man das? Ich verstehe nicht, warum die Personalkosten um 4 Prozent steigen sollen, wenn der Personalbestand nicht erhöht werden muss.

Onken: Ich schliesse mich der Hochachtung und Wertschätzung an, die meine Kollegen gegenüber dem Roten Kreuz zum Ausdruck gebracht haben. Aber ich habe auch noch ein paar Fragen: Die Faustregel, dass die Schweiz die Hälfte der Sitzkosten übernimmt, ist jetzt von niemandem in Frage gestellt worden, obwohl diese Regel zu einem Zeitpunkt aufgestellt worden ist, in dem das Budget nur einen Bruchteil dessen betragen hat, was es heute beträgt. Das Budget hat sich seit 1972, wo es 12,5 Millionen Franken betrug, auf 55 Millionen Franken im Jahre 1993 entwickelt, das heisst, dass sich der Betrag innerhalb von 20 Jahren fast verfünffacht hat. Wo liegt denn das Ende, die sogenannte kritische Grösse, die hier mehrfach angesprochen wird? Denn auch diese etwas starre Erhöhung im Zweijahresrhythmus um fünf Millionen Franken wird in absehbarer Zeit nicht mehr genügen. Wie kann diese kritische Grösse definiert werden angesichts des Zwangs, jede Aufgabe übernehmen zu müssen, die an das IKRK herangetragen wird?

Meine Frage nach dem Verhältnis zwischen den Verwaltungskosten und den Kosten, die an der Front anfallen, hat bereits Herr Delalay gestellt. - Eine weitere Frage bezieht sich auf die Art des Beschlusses: Es wird hier gesagt, dass die Rechtsgrundlage die ausserpolitische Kompetenz des Bundesrates und die Budgethoheit des Parlamentes sei und dass daher in Übereinstimmung mit der Praxis ein nicht allgemeinverbindlicher Bundesbeschluss, der nicht dem Referendum untersteht, genüge. Nun haben wir aber gerade in der Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur die Botschaft betreffend der Beiträge an das Museum des Roten Kreuzes beraten. Auch diese Botschaft stützt sich auf die ausserpolitische Kompetenz des Bundesrates ab, und von ihrer Höhe her fallen auch diese Beträge in die Budgethoheit des Parlamentes. Hier wurde aber gesagt, dass der letzte Beschluss des Parlaments, der die Jahre 1992/93 betrifft, ein nicht allgemeinverbindlicher Beschluss sein kann; aber wenn es um regelmässig wiederkehrende Beträge ginge, brauche es eine formelle gesetzliche Grundlage, und so ist der

neue Beschluss, den wir jetzt verabschiedet habe, ein allgemeinverbindlicher Bundesbeschluss. Warum ist dies bei dieser Vorlage anders?

Präsident: Ich schliesse mich der Wertschätzung, die für das IKRK ausgesprochen wurde, an und danke auch meinerseits für die geleistete Arbeit. Ich bin froh, dass Sie da sind, Herr Sommaruga, und sehen, wie schwer es uns eigentlich fällt, das Geld locker zu machen.

Sommaruga: Ich möchte Ihnen vorerst sagen, dass ich Ihre Wortmeldungen, in denen Ihre Wertschätzung zum Ausdruck kam, sehr geschätzt habe. Es ist für mich sehr wichtig, denn ich kann sie unseren Mitarbeitern weiterleiten, insbesondere jenen, die im Felde unter sehr schwierigen Bedingungen eingesetzt sind. Herzlichen Dank!

Herr Cavadini und Herr Onken haben gefragt, wie weit das IKRK frei ist in den Entscheidungen über seinen Einsatz. Es ist sehr wichtig, sich zu vergegenwärtigen, dass das IKRK als privatrechtliche Institution ein völkerrechtliches Mandat hat. Wir sind nicht frei, zu wählen, wann und wo wir Einsätze leisten wollen, obwohl wir natürlich die Beurteilung der Situation vornehmen müssen, um zu sehen, ob uns unser Mandat in einem gewissen Moment verpflichtet, einzugreifen. Wir handeln nicht einfach, wenn Anfragen, Desiderata der Länder kommen, denn wir sind nicht da, um Einzelwünsche zu erfüllen. Unser operationeller Auftrag ist es, Kriegsopfer und potentielle Kriegsopfer zu schützen und zu retten. Das bedeutet, dass, wenn eine Konfliktsituation entsteht - sei dies auf internationaler oder auf nationaler Ebene - das IKRK dabeisein muss, aufgrund der Beurteilung der Lage, die es selber vornimmt. Die erste Aufgabe des IKRK ist immer der Besuch der Gefangenen, seien es klassische Kriegsgefangene oder Gefangene im Bürgerkrieg. Dann muss die Zivilbevölkerung, die unter Druck gerät, geschützt werden, und wir sind mit der Problematik der intern deplazierten Leute konfrontiert. Flüchtling im deutschen Sinne heisst: auf der Flucht stehend. Anders im Französischen: ein "réfugié" hat die Grenze überschritten. Auch der Flüchtling, der ein Vertriebener ist, aber immer noch im eigenen Lande weilt, ist ein Opfer eines kriegerischen Geschehens, und da muss das IKRK intervenieren. Hier gibt es keine Konkurrenz von staatlichen und zwischenstaatlichen Organisationen, nur einzelne Hilfswerke sind auch noch an Ort und Stelle. Bei solchen intern vertriebenen Leuten entstehen enorme Bedürfnisse, Lager müssen errichtet, Nahrungsmittel verteilt und medizinische Hilfe gewährt werden. Also: Das IKRK beurteilt selber aufgrund seines internationalen Mandates, wo und wann es tätig werden soll.

Die kritische Grösse: Man könnte sagen, dass sie schon jetzt erreicht ist. Wir versuchen, den Bedürfnissen der Opfer nachzukommen, und waren Gott sei Dank bisher nie in genötigt, eine für notwendig befundene Operation zu stoppen. Aber bei finanziellen Problemen könnte sich die Frage einmal stellen, und dann wäre es an uns, Prioritäten zu setzen. Unsere

Organisation setzt die Prioritäten immer aufgrund der Bedürfnisse der Opfer, nicht von einer politischen Warte aus. Wir machen nicht einfach das, was uns unsere Geldgeber vorschreiben. Das ist vielleicht eine der wichtigsten Aufgaben der Leitung des IKRK: dem Druck der finanzierenden Staaten auf gezielte Operationen zu widerstehen. Unter unseren Feldaktionen sind eine Menge defizitärer Aktionen, die wir von einem Jahr zum anderen weiterziehen, weil wir sie mit den Beiträgen, die uns für diese Aktionen gegeben wurden, nicht vollständig finanzieren können. Ein Beispiel ist Afghanistan: es steht nicht mehr im Zentrum der Aufmerksamkeit der Weltöffentlichkeit, aber der Bürgerkrieg geht weiter, und die Bedürfnisse der Bevölkerung sind enorm. Auch die Aktionen des IKRK in den von Israel besetzten Gebieten sind schwierig zu finanzieren; sie stehen zwar im Zentrum der Aufmerksamkeit, aber die Staaten genieren sich, hier eine zu offene Unterstützung zu leisten. Wir können das überbrücken, weil uns für andere Operationen etwas mehr Mittel zur Verfügung stehen, als dort nötig waren.

Herr Schiesser, ich danke Ihnen, dass Sie die Frage der Sicherheit unserer Mitarbeiter aufgeworfen haben. Ich glaube nicht, dass es viel mehr Opfer gibt als früher, wenn man die viel höhere Anzahl von Mitarbeitern im Feld gegenüber früher berücksichtigt. Aber sicher ist die Lage unserer Mitarbeiter schwieriger geworden, denn wir sind konfrontiert mit einer neuen Art von Kriegsführung, die des öfteren am Rande des Banditentums steht. Wie können wir diesen Problemen begegnen? Erstens - und das war ein sehr wichtiger Entscheid - haben wir anfangs letzten Jahres einen Sicherheitsbeauftragten eingesetzt, der die Sicherheitsprobleme von der Ausbildung an bis zu den verschiedenen Einsätzen erörtert und der die Sicherheitsvorkehrungen an Ort und Stelle überprüft und an die jeweilige Situation anpasst. Auch haben wir an unsere Delegierten neue Weisungen über das direkte Verhandeln mit Führern von Rebellengruppen gegeben, damit diese verstehen, warum und wie das IKRK im Interesse der zivilen Bevölkerung handelt. Und schliesslich haben wir, mit neuen Mitteln, unsere Medienpräsenz ausserordentlich stark verbessert. Die Konferenz, die in Genf stattgefunden hat, hat uns Gelegenheit für eine grosse Kommunikationskampagne geboten. Während Herr Bundesrat Cotti am 26. August 1993 seine Pressekonferenz abhielt, hielten gleichzeitig in mehr als 70 Ländern Delegierte des IKRK Pressekonferenzen ab, um zu zeigen, was eigentlich dieses Kriegsvölkerrecht enthält, wie die Zivilbevölkerung geschützt werden soll. Besonderes Gewicht legen wir auf das Radio gesetzt, denn dieses Medium ist sehr weit verbreitet und erreicht auch Leute, die weder schreiben noch lesen können.

Es ist interessant zu sehen, dass trotz allem keine Abnahme der Anfragen von Jugendlichen, die im IKRK arbeiten möchten, zu verzeichnen ist. Wir müssen darauf achten, dass die Qualität unserer Mitarbeiter hoch bleibt; was für uns in erster Linie zählt, ist die Persönlichkeit, weniger die Berufskennntnis. Es ist erfreulich, dass in der Schweizer Jugend eine echte Motivation vorhanden ist.

Herr Gadiant, Sie haben nach meiner Einschätzung der Stellung des IKRK in der Welt gefragt. Das IKRK ist weltweit sehr anerkannt. Ich glaube, dass keiner der 160 Regierungsvertreter, die an der Konferenz in Genf teilgenommen haben, das IKRK erwähnt hat, ohne sehr positive Worte zu gebrauchen. Das bedeutet aber nicht, dass alles, was wir machen wollen, auch gemacht werden kann. Die Situation in Bosnien-Herzegowina: zurzeit hat das IKRK 220 expatriierte und rund 700 lokale Mitarbeiter dort. Sie besuchen Gefangene, sie versorgen rund 100 Spitäler mit Medikamenten und medizinischen Apparaten, und sie verteilen in ca. 80 Prozent des Landes Einzelpakete an besonders verwundbare Bevölkerungsgruppen, mit eigenen, nicht von der Unprofor geschützten Konvois. So können ca. 800'000 Leute pro Monate erreicht werden. Zudem treten die Mitarbeiter des IKRK so viel wie möglich auf dem Felde in Erscheinung, so dass eine gewisse dissuasive Wirkung entsteht. Aber es gibt Hochs und Tiefs: es gibt Konvois, die nicht passieren können, weil die lokalen Führer die Befehle nicht bekommen haben, und dann muss verhandelt werden. Dabei gehen oft mehrere Tage verloren. Gerade in den letzten drei Wochen waren sehr harte Verhandlungen nötig, um überhaupt in die drei wichtigsten Gefangenenlager der bosnisch-kroatischen Seite um Mostar eingelassen zu werden. Es hat nichts genützt, mit Herrn Boban persönlich zu sprechen; er hat immer gesagt, sie würden dann sehen. Schliesslich wurde das IKRK vorgestern an diese Orte zugelassen, und was da entdeckt wurde, war mindestens so fürchterlich, wie das, was man vor einem Jahr in den serbischen Lagern gesehen hat. Wenn es uns gelungen ist, hier vorzudringen, dann auch deshalb, weil wir einen sehr starken Druck ausgeübt haben, u. a. durch die kroatische Regierung in Zagreb und durch die Hilfe der Deutschen; wir suchen immer wieder die Unterstützung derjenigen, die einen Druck ausüben können. Aber derselbe Boban und dieselben Kroaten aus Bosnien waren vor sechs Monaten diejenigen, die uns in Bosnien-Herzegowina am besten arbeiten liessen. Ich möchte damit zeigen, dass es bei unserer Arbeit immer Hochs und Tiefs gibt und dass die Interessen der kriegsführenden Parteien des öfteren auf dem Buckel des IKRK ausgetragen werden.

Die Frage nach der Kooperation zwischen dem EDA und dem IKRK sollten Sie, Herr Bundesrat, beantworten. Ich kann nur sagen: Sie ist ausgezeichnet.

Fuchs: Ich danke für die Qualität Ihrer Fragen. Es sind tatsächlich die Fragen, die wir uns in letzter Zeit auch stellen mussten, denn wir sind in einer Phase der Umorientierung. Ich möchte folgende Fragenkomplexe beantworten: 1. Wachstum und kritische Grösse. 2. Personalpolitik. 3. Kostenfragen. 4. Finanzierungsprobleme, insbesondere die 50%-Klausel.

1. Kritische Grösse: Wir stellen fest, dass in den letzten sechs Jahren die Feldaktivität des IKRK verdreifacht worden ist. In der gleichen Zeit ist es uns gelungen, den Hauptsitz praktisch so zu halten, wie er ist, sowohl vom Personalbestand als auch vom Budget her, wo eine Steigerung von weniger als

10 Prozent verzeichnet wird. Warum das? Wir haben uns die Frage nach der kritischen Grösse gestellt und sind zu folgendem Schluss gekommen: Wenn wir gleichzeitig eine griffige Personalpolitik schaffen und die Finanzierungs- und Kommunikationsprobleme lösen können, werden sich Synergien ergeben, die es gestatten, bei den Feldaktivitäten weiterhin ein Wachstum zu erhalten. Warum könnte das nötig sein? Wie strategische Analysen zeigen, gibt es heute weltweit 32 Konflikte, und um das Jahr 2000 herum werden es wahrscheinlich deren 45 bis 50 sein. Die Zahl und das Ausmass dieser Konflikte hängt unter anderem sehr davon ab, ob die Infragestellung der Nationalstaaten weitergeht wie bisher und ob ein ökonomischer Ausgleich Nord-Süd und Ost-West zustande kommt.

Kritische Grösse des Hauptsitzes: Ein Hauptsitz ist per definitionem anfälliger für nichtproduktive Kreisläufe, für Bürokratisierung. Im Rahmen der Neuorientierung halten wir uns hier an goldene Regeln, wie sie auch in der Privatwirtschaft gelten. Mit dem Finanzwachstum haben wir neue Prozeduren einführen müssen, neue Managementkriterien; es ist klar, dass ein Budget von 1 Milliarde Franken (1993) andere Führungsstrukturen braucht als ein Budget von rund 250 Millionen Franken, wie wir es vor wenigen Jahren hatten. Es ist klar, dass unsere Personalpolitik nicht unbrauchbar geworden ist; aber der Ausbau von einigen hundert Mitarbeitern zum heutigen Personalbestand von 10'000 Mitarbeitern macht eine neue Politik erforderlich. Übrigens arbeiten von diesen 10'000 Mitarbeitern 670 in Genf, etwa 1100 expatriierte - der grösste Teil Schweizer - Delegierte arbeiten im Feld, weitere 5000 sind lokal rekrutierte feste Mitarbeiter, und weitere 3000 Stellen werden von Temporärleuten im Feld eingenommen. Diese neue Grössenordnung bringt ganz klar die Verpflichtung, eine neue Personalpolitik zu formulieren, einen Nachholbedarf aufzuholen, den Vergleich mit dem Unternehmertum nicht zu scheuen und auch als internationale Organisation effizient zu bleiben. Das IKRK steht heute in der Rangliste der Arbeitgeber der Schweiz an 40ster Stelle; es ist der grösste Arbeitgeber von Universitätsabsolventen.

Im Feld ist ein weiteres Wachstum durchaus möglich, am Hauptsitz scheinen mir die 670 Mitarbeiter noch nicht ganz die kritische Grösse zu sein, bei der dann bürokratische Automatismen auftauchen. Wir haben Early warning systems installiert, die ermöglichen, bürokratischen Leerlauf früh zu erkennen und ihn abzuschalten, bevor er um sich greift. Ich denke, dass die obere Grenze für einen Betrieb, der so multinational und zentralistisch geführt wird, bei 670 bis 800 Personen in der Zentrale liegen würde. Ich glaube, wenn es uns weiterhin gelingt, den Hauptsitz so zu behalten, wie er ist, fallen wir nicht in die Falle der Kopflastigkeit der Zentrale.

2. Zur Personalpolitik: Für diese 10'000 Leute müssen wir eine kohärente Politik haben. Eine davon ist die Politik für das lokale Personal, auf die ich hier nicht eingehe. Hier

interessiert, was im Rahmen der rund 1800 schweizerischen Mitarbeiter passiert. Die Steigerung des Wachstums hat zu einem enormen Problem in der Betriebsführung geführt. Das IKRK hat, verglichen mit einer privaten Unternehmung, andere Notwendigkeiten. Das IKRK lebt von der Jugendlichkeit, wir brauchen eine grosse Anzahl von relativ jungen Universitätsabsolventen - immer mehr auch Leute ohne Universitätsabschluss, weil wir die Lebenserfahrung stärker bewerten wollen -, die die Arbeit im Felde machen. Für die Rekrutierung mache ich mir im Moment keine Sorgen: Wir haben für die 150 bis 200 Stellen, die wir jährlich besetzen müssen, 4000 Anmeldungen, wovon 2000 seriöse Dossiers sind. Trotz Sicherheitsproblemen ist in der Schweiz noch ein grosser Enthusiasmus vorhanden. Das Wachstum hat aber dazu geführt, dass wir einen gewissen Mangel an mittleren Kadern haben, Leuten, die über 3 Jahre bei uns bleiben und die jungen Delegierten betreuen. Dann kommt das langfristige Problem: Wenn die Basis sehr gross ist und wir die Leute lebenslänglich beschäftigen würden, würde das zwangsläufig zu einem Überhang am Hauptsitz führen, denn unbeschränkt lange kann man nicht im Felde arbeiten. Wer 10, 15 Jahre in diesen schwierigen Verhältnissen gearbeitet hat, muss entweder wieder in die Privatwirtschaft zurückkehren oder vielleicht einen Posten am Hauptsitz erfüllen. Was wir uns nicht leisten können, ist eine Überalterung, weil das zu einer Verlagerung von der Feldarbeit zum Hauptsitz führen würde. Das war die Quadratur des Kreises für die neue Personalpolitik. Wir haben daher ein System eingeführt von konsequentem Management development für den individuellen Fall: die Leute werden von Anfang an in voller Transparenz mit der Personalpolitik konfrontiert; ihre Karriere wird von einem Führungsoffizier geführt, es gibt regelmässige Karrierebilanzen, und es gibt regelmässig Hürden zu überspringen. Nach drei Jahren findet eine erste Bilanz statt, die klärt, ob der Mitarbeiter weiterhin beschäftigt wird oder ob er in den ursprünglichen Beruf zurückkehren muss. Wenn jemand diese Bilanz überspringt und wir genügend Posten haben, kommt er in eine zweite Kategorie, die Kategorie der mittleren Kader, welche zwischen drei und zehn Jahren beim IKRK bleiben. Hier ist die kritische Grenze ca. bei 40 Jahren. Diese Mitarbeiter nehmen ein gewaltiges Risiko auf sich, denn wenn sie mehr als drei Jahre von ihrem ursprünglichen Beruf weg sind, wird es sehr schwierig sein, dort wieder integriert zu werden. Hier übernimmt das IKRK eine Arbeitgeberverantwortung: in diesen sieben Jahren geben wir den Leuten die Möglichkeit, ein Managementstudium zu machen mit Fächern wie Personalführung, Finanzierung, Kommunikationsfragen, und zusätzlich geben wir ihnen ein Zukunftskapital. Über diese sieben Jahre verteilt können diese Mitarbeiter zehn Monatssaläre kumulieren. Dieses Saläre nehmen sie mit sich, wenn sie im Alter von ca. 40 Jahren das IKRK verlassen wollen. Wenn sie das IKRK verlassen müssen, kommt noch die Kündigungsentschädigung dazu; so können sich diese Leute etwas mehr als ein Jahr lang Zeit nehmen, um sich neu zu orientieren. Das gleiche Zukunftskapital wird für jene, die zu Führungspositionen vorstossen und auf unbeschränkte Zeit angestellt werden, als Zukunftskapital benützt, um eine frühzeitige Pensionierung zu ermöglichen. Das ganze System ist darauf

abgestellt, möglichst gute Leute in Kaderpositionen und möglichst wenig Leute im Altersüberhang zu haben und sich von möglichst vielen Leuten in einer verantwortungsbewussten Art und Weise zu trennen. Die Schweizer Unternehmungen sind sehr interessiert an diesem Modell und auch am Profil unserer Delegierten im Hinblick auf die zukünftige Notwendigkeit der Schweizer Wirtschaft, über die Grenze hinaus zu sehen. Unsere Mitarbeiter, die Erfahrungen haben in internationalen Verhandlungen, mehrere Sprachen sprechen und es gewohnt sind, in feindlichem Umfeld effiziente Aktionen aufzuziehen, haben auch in der Privatwirtschaft gute Chancen, Kaderpositionen einzunehmen. - Diese neue Personalpolitik kostet vorläufig 4 Prozent mehr, wird aber nach allen Berechnungen in 10 Jahren selbsttragend sein. Selbsttragend darum, weil wir nicht nur etwas geben, sondern auch etwas wegnehmen: die Expatriierungsprämie, die unserer Mitarbeiter bisher erhielten, wird ersatzlos gestrichen. Was dort eingespart wird, reicht, zusammen mit einem gewissen Arbeitgeberbeitrag für die nächsten paar Jahre, aus zur Finanzierung der Politik, die ich Ihnen vorgestellt habe.

3. Kostenfragen: Wo liegen die Saläre beim IKRK? Die Salärkategorien sind verfügbar. Bei den Basissalären liegen wir im Durchschnitt leicht über dem Durchschnitt der Privatwirtschaft, mindestens verglichen mit der Region Genf; die Saläre der mittleren Kader liegen knapp unter dem Durchschnitt und höhere Kadursaläre liegen im untersten Drittel des Marktdurchschnitts. Auch dort haben wir mit Sicherheit eine sozial sehr verträgliche Lohnpolitik gefunden. Verlieren wir dadurch nicht die Kompetitivität? Ich glaube nicht, denn die Leute, die wir suchen, sind primär durch die humanitäre Motivation bereit, selbst Führungsaufgaben zu übernehmen. Wir haben viele Leute, die jederzeit in die Privatwirtschaft wechseln könnten und dort sehr viel höhere Saläre erhielten, Leute, die laufend Angebote erhalten. Die UNO z. B. versucht, unsere Mitarbeiter abzuwerben, aber kaum einer geht.

Leistungslohn und Indexierung: Wir sind jetzt am Verhandeln über einen Kollektivvertrages mit unseren Arbeitnehmern; darin ist vorgesehen, die automatisierte Indexierung abzuschaffen. Ein Teil des Geldes, das bisher für die Indexierung gebraucht wurde, wird in Zukunft für die Honorierung der Leistung eingesetzt. Dazu kommen diese berühmten 0.75 Prozent, die angesprochen wurden, als Arbeitgeberbeitrag an die Leistungslohnkomponente. Das heisst, dass, wer sehr gute Leistungen erbringt, eine minime Realloohnerhöhung erhalten kann - falls er noch nicht zum höheren Kader gehört -, die anderen, die gute Leistungen erbringen, können ihre Kaufkraft erhalten - mit Ausnahme der höheren Kader, bei denen sich die Kaufkraft etwas vermindert -, und jene mit schlechten Leistungen haben regelmässig mit einer Kaufkraftverminderung zu rechnen. Eine automatische Indexierung besteht nur für den Sockel von 5000 Fr. monatlich. Wir haben versucht, eine sinnvolle Mischung privatwirtschaftlicher Kriterien mit den Kriterien, die in internationalen Organisationen üblich sind, zu erreichen.

Wenig Reserven sind vorhanden: Wir haben praktisch kein eigenes Vermögen, praktisch keine Rückstellungen z. B. für Massenkündigungen. Da besteht ein gewisser Nachholbedarf. Die 4 Prozent enthalten unter anderem auch noch Beiträge für die steigenden Sozialkosten - die Arbeitslosenversicherung wird ja für 1994 schon anders eingeschätzt als für dieses Jahr.

Administrationskosten: Es ist sehr schwierig, zu sagen, was Administration genau ist. Jedermann möchte die Administrationskosten möglichst tief halten. Wenn wir absolut strikte Kriterien anwenden würden, kämen wir auf ein paar Prozente; realistischere muss man wohl sagen, dass je nachdem, welche Aktivitäten als administrativ eingestuft werden, diese Kosten zwischen 4 und 16 Prozent, also in der Grössenordnung von 11 Prozent liegen.

4. Finanzierung: Es ist im heutigen Umfeld nicht leicht, eine Milliarde Franken zu mobilisieren. Die Regierungen waren bis vor wenigen Jahren daran gewöhnt, dass 1/4 Milliarde genügt. Bis jetzt sind die Regierungen gefolgt; die meisten grossen Geberländer sind sogar in flexibler Weise der Dynamik des IKRK gefolgt: sie haben grosse Beiträge gesprochen, wenn das IKRK grosse Auslagen hatte, und kleinere, wenn die Aufgaben kleiner waren. Bis jetzt befürchte ich nicht, dass die Finanzierung ein sehr grosses Problem werden könnte; denn ich glaube, dass das IKRK unentbehrlich ist und immer unentbehrlicher wird. Gerade im Rahmen der Politisierung, die bei den humanitären Aktionen der UNO passiert, wird sich die Völkergemeinschaft klar darüber sein, dass eine völlig unabhängige, neutrale, auch moralische Instanz eine Notwendigkeit ist. Daher wird eine starke Unterstützung wohl weitergeführt werden.

Es kommt dazu, dass wir einige strategische Elemente neu überdacht haben, vor allem die Kommunikationsstrategie. Sie kennen die Kommunikationsprobleme des IKRK, wissen, dass es diskret bleiben muss; trotzdem passiert heute alles in den Medien, und die Politik ist heute manchmal sogar medienreaktiv. Das heisst, dass das IKRK den Zugang zu den international wichtigsten Medien haben muss, und den hat es. Das IKRK kann heute die Kommunikation auch dazu benützen, Regierungen auf Konflikte, die in Vergessenheit geraten sind, aufmerksam zu machen. So wurden Afghanistan und Somalia wieder in Erinnerung gerufen. Ein Nebeneffekt dieser Strategie ist eine schnellere und bessere Finanzierung.

Falls angesichts des vorgesehenen starken Anstiegs der Sitzkosten der Anteil der Schweiz stark unter 50 Prozent fällt, müssten wir die bisherigen Geberländer stärker auf dieses Faktum hinweisen. Das wird eine gewisse Konsequenz haben - Herr Sommaruga hat es gesagt: Die Schweiz setzt eine Signalwirkung. Es wird eine Diskussion darüber geben, warum die Schweiz nicht weiter geht. Aber es gäbe sicher auch Mobilisierungsmöglichkeiten von Regierungen, die jetzt zu wenig beitragen. Eine weitere Möglichkeit wäre, den Finanzierungsmodus des IKRK grundsätzlich zu überdenken. Ich könnte mir vorstellen, dass im nächsten Finanzplan der Schweizerischen Eidgenossenschaft nicht

der gleiche Finanzierungsmodus beibehalten würde; die Schweiz könnte ein Interesse daran haben, das IKRK als internationale Organisation mit Sitz in der Schweiz in einer eher politischen Art für den Hauptsitz zu unterstützen und diese Beiträge aus einem anderen Budget als aus dem humanitären zu nehmen. So könnte vielleicht mehr Geld freigesetzt werden für die direkte humanitäre Aktion, die nicht nur das IKRK, sondern auch andere Hilfswerke betrifft.

M. Cotti, conseiller fédéral: Je confirme formellement que nous entretenons une excellente collaboration, à tous les niveaux, avec le CICR.

M. Onken trouvera au chiffre 51 du message sur le Musée de la Croix-Rouge l'explication qu'il souhaite. Selon la pratique en vigueur l'Assemblée fédérale peut accorder une subvention unique en se fondant directement sur les compétences de la confédération en matière de politique étrangère. Lorsqu'il s'agit d'une subvention périodique qui n'est pas limitée dans le temps ou prévue pour plusieurs années, un arrêté urgent soumis au référendum est nécessaire. C'est le cas de figure rencontré pour la deuxième phase de notre participation financière au Musée de la Croix-Rouge. Il y a une exception à cette pratique lorsqu'il s'agit d'une organisation internationale, ce qui est le cas du CICR. Dans cette situation, on peut rédiger un arrêté fédéral urgent. On dispose encore de la voie directe constitutionnelle avec l'arrêté fédéral simple non soumis au référendum. Dans tous les autres cas de subventions périodiques il faut passer par l'arrêté fédéral à caractère général.

Präsident: Wir verabschieden uns von Herrn Sommaruga und Herrn Fuchs und danken Ihnen für Ihr Erscheinen.

Eintreten ist nicht bestritten.

Detailberatung

über den Bundesbeschluss über die jährlichen Bundesbeiträge an das Sitzbudget des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Berichterstatter ist der Präsident

2. 93.021 s Immobilienstiftung für internationale Organisationen (FIPOI). Neue Darlehen (CERN und WMO)

M. Cotti, conseiller fédéral: Ce message s'insère dans le cadre de la politique d'accueil traditionnel des organisations internationales lancée par le Conseil fédéral dans les années 50. Il confirme en même temps la ferme volonté de préserver le rôle de Genève comme lieu de rencontres internationales. Il marque l'importance que la Suisse et Genève attachent, en tant que carrefour de la coopération internationale, aux organisations spécialisées du système des Nations Unies (c'est le cas du crédit alloué à la FIPOI pour l'OMM) et à d'autres organisations fondamentales au niveau international qui ont leur siège à Genève (c'est le cas du CERN). Il confirme également le mécanisme traditionnel du soutien à ces organisations. La Confédération accorde un prêt à la FIPOI pour financer les travaux que l'organisation entreprend en tant que maître d'ouvrage (comme le CERN par exemple). Le message indique à la page 10 que pour l'OMM il s'agit d'une exception puisque ce sont des crédits de réalisation d'études qui sont impliqués. En principe, cette étape n'est pas couverte par la FIPOI, mais comme l'organisation ne dispose pas de moyens, on anticipe sur le crédit de réalisation du projet. Les 6 millions seront imputés dans le crédit global de construction.

Les besoins de ces réalisations sont évidents. Le message les expose abondamment. Le nombre des utilisateurs, tant du CERN que de l'OMM, est en constante croissance. Les bâtiments à disposition sont largement dépassés. Il faut donc étendre les surfaces de travail utilisables.

Notre effort financier en faveur de la FIPOI et de la Genève internationale doit indiscutablement être poursuivi. Lors d'une récente discussion au plénum, vous avez eu l'occasion de constater l'importance de la concurrence internationale. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral et le département sont en train d'établir une certaine stratégie, à la mesure de nos moyens, visant à lutter face à cette concurrence internationale. Il faut faciliter autant que possible les réalisations qui sont envisagées ces prochaines années. Bien entendu, nous n'avons pas à planifier, mais il nous est possible malgré tout d'effectuer certaines prévisions qui devraient permettre de mettre en place une stratégie future. La Genève internationale ne deviendra pas moins chère ces prochaines années. Si nous voulons la garder il faudra en payer effectivement les coûts qui sont évidemment en augmentation.

Die **Eintretensdiskussion** wird über beide Bundesbeschlüsse gleichzeitig geführt.

Onken: Natürlich war es bisher schon so, dass die Aussenpolitische Kommission solche Botschaften vorberaten hat. Ob das bisher richtig war, sei dahingestellt; aber bei dem neuen System der ständigen Kommissionen habe ich mich gefragt, ob es richtig ist, dass sich die APK damit zu befassen hat, nachdem wir einerseits eine Kommission für Wissenschaft, Bildung und

Kultur haben - und beim CERN geht es um wissenschafts- und forschungspolische Fragen -, und andererseits eine Kommission für öffentliche Bauten, wo ebenfalls ein Fachwissen vorhanden ist. Beide Kommissionen hätten für diese Vorlage auch konsultiert werden sollen - vielleicht in Form eines Mitberichtes -, denn nun läuft das Geschäft an ihnen vorbei, obwohl es Fragen berührt, die in ihren Kompetenzbereich fallen. Ich bitte die Fachdienste, solche Aspekte zu bedenken und bei Schnittstellen die anderen Kommissionen auch zu informieren oder zu konsultieren. Ich glaube nicht, dass wir bis anhin schon die optimale Form der Zusammenarbeit der ständigen Kommissionen gefunden haben.

Meine Frage betrifft das CERN: Gerüchteweise höre ich von Schwierigkeiten, die man mit dem CERN habe. Welcher Art diese Probleme sind, weiss ich noch nicht, aber ich habe mir vorgenommen, in der WBK den Bereich der Forschungsunterstützung, der beim EDA liegt, einmal näher unter die Lupe zu nehmen. Man scheint es auch von seiten der Verwaltung sehr begrüsst zu haben, dass Delegationen der beiden WBK während der Session in Genf zu einem Besuch beim CERN eingeladen sind. Wenn wir schon ein Geschäft beschliessen, das das CERN betrifft, sollte auch ein solcher Punkt beiläufig beleuchtet werden; es wurde aber weder in der Botschaft noch beim Eintreten etwas über diese Schwierigkeiten gesagt.

Schiesser: Wir haben auch in anderen Kommissionen betont, wie wichtig es ist, die bestehenden internationalen Organisationen in unserem Land, insbesondere in Genf, zu behalten und allenfalls neue dazu zu gewinnen. Trotzdem möchte ich ein gewisses Unbehagen äussern: Mir behagt es nicht so ganz, dass Organe von solchen internationalen Organisationen beschliessen, sie brauchten ein neues Verwaltungsgebäude, und dass dann praktisch ein Dritter bezahlen muss. Welche Möglichkeiten haben wir von seiten des Bundes zu beurteilen, wie berechtigt das Bedürfnis für diese beiden Verwaltungsbauten ist? Wie können wir abklären, ob die bestehenden Unterbringungsmöglichkeiten so schlecht sind, dass sich eine neue Lösung aufdrängt? Auch beim Bund könnten wir durchaus neue Verwaltungsbauten brauchen, aber dort müssen wir einfach sagen, dass das Geld nicht reicht.

Eine weitere Frage bezieht sich auf die Vorlage Weltorganisation für Meteorologie. Im letzten Abschnitt von Kapitel 32 (Seite 10/11 der Botschaft) heisst es: "In Anbetracht der Tatsache, dass der Meteorologische Weltkongress bereits 1991 grundsätzlich entschieden hat, in Genf ein neues Verwaltungsgebäude zu erstellen ... gehen wir davon aus, dass der Bund mit diesem ausnahmsweise gewährten Kredit kein besonderes Risiko eingeht." Ich verstehe diesen Satz nicht ganz, denn ich nehme an, dass wir diese 6 Millionen Franken für die Planungskosten in Form eines Darlehens zur Verfügung stellen und dass somit dieser Betrag irgend einmal zurückfliessen wird. Warum wird hier überhaupt von einem besonderen Risiko gesprochen?

Die Beträge, insbesondere der Betrag an das CERN, werden ja als Darlehen gewährt. Was sind die effektiven Kosten, die dem Bund

entstehen, wenn man den Vorzugszins in Rechnung stellt? Es ist mir noch nicht ganz klar, ob es sich hier um klare Ausgaben, die einmal getätigt werden, handelt, oder ob es einen entsprechenden Gegenwert gibt.

Rüesch: Wer soll die Vorlagen behandeln? Auch die Finanzdelegation hat sich mit diesen Vorlagen beschäftigt. Im Nationalrat ist eine parlamentarische Initiative Loeb anhängig des Inhalts, dass alle Vorlagen von den Finanzkommissionen im Hinblick auf ihre finanziellen Auswirkungen geprüft werden sollen. Die WBK wäre zweifellos zuständig für einen Mitbericht, und nachdem es sich um das CERN handelt, könnte auch die UREK mitsprechen. Das führt langsam zu einer Aufsplitterung der Vorlagen, und die Frage ist, ob dies noch effizient ist.

Die Finanzkommission hat die Fragen, die sie aufgeworfen hat, an die Kommission übergeben, die sich materiell mit der Vorlage befasst. Sie decken sich mit den Fragen von Herrn Schiesser, und ich bin sehr gespannt auf die Antworten. Gerade bei internationalen Organisationen können wir wohl kaum sagen, was und wie sie bauen sollen, sondern wir müssen wohl einfach die Gretchenfrage stellen: Wollen wir diese Organisation oder nicht? Wenn wir sie wollen, kommen wir in einen Vollzugszwang und müssen einen Obulus entrichten. Ich gehe davon aus, dass diese Darlehen nicht abgeschrieben werden, dass es sich um eine Verlagerung von Vermögen handelt und nicht um Ausgaben. Um zu beurteilen, ob es sich nicht doch um A-fonds-perdu-Beiträge handelt, müssten wir vor allem über die Bonität des Schuldners Auskunft bekommen.

Bloetzer zur Frage der Kommission, die die Vorlage beraten soll: Die Kommission für öffentliche Bauten, der ich angehöre, befasst sich mit Bauten, die im Eigentum der Schweizerischen Eidgenossenschaft sind, also wo die Eidgenossenschaft Bauherrin ist. Wir befassen uns sehr stark mit den baulichen Fragen. Es geht uns um die Prüfung, ob eine Baute zweckmässig ist, insbesondere ob man besser selber bauen oder zumieten soll. Bei diesen beiden Vorlagen geht es nicht um Projekte, die im Eigentum der Eidgenossenschaft sind, und es ist deshalb nicht an der Kommission für öffentliche Bauten, sich damit zu befassen. Was Herr Rüesch gesagt hat, ist sicher richtig: Wir wollen ja diese internationalen Organisationen in der Schweiz haben, und es ist daher angebracht, dass wir einen Beitrag erbringen, aber ohne Vorschriften über die Ausführung aufzustellen.

Die Frage stellt sich allerdings auch hier, ob das CERN gut beraten ist, wenn es heute im Raum Genf, wo riesige Flächen an Verwaltungs- und Bürogebäuden leer stehen, neue Gebäude aufstellt. Aber da die Eidgenossenschaft nicht Bauherrin ist, sind wir wohl nicht ermächtigt, uns in diese Entscheidungen einzuschalten. Ich nehme aber an, dass das Departement sich mit diesen Fragen befasst hat und dass diese allenfalls im Plenum oder in der Öffentlichkeit zur Diskussion gestellt werden. Dann wäre es gut, wenn man eine Antwort darauf bereit hätte.

M. Delalay: Lors d'une demande de prêt hypothécaire à un banquier, ce dernier ne se préoccupe pas essentiellement de savoir si la construction est opportune et si les matériaux adéquats sont utilisés. Nous ne sommes donc pas en mesure de déterminer l'opportunité de la construction envisagée. En outre, la crise du bâtiment à Genève est actuellement importante et de tels travaux peuvent avoir un petit effet de relance.

Quel est le montant actuel des prêts de la Confédération à la FIPOI? La fondation a-t-elle toujours été ponctuelle et respectueuse des délais de remboursements qui étaient fixés? C'est en examinant l'attitude de la FIPOI dans le passé que nous pouvons juger le risque encouru puisqu'il s'agit d'un prêt.

Gadient: In der Botschaft wird darauf hingewiesen, dass hier der Kanton Genf seit 1960 für rund 26 Millionen Franken Leistungen erbracht hat. Welchen Umfang machen in der gleichen Periode die Bundesleistungen an diese Immobilienstiftung aus? Wenn man schon die Leistungen von Genf anführt, hätte man auch die Bundesleistungen erwähnen sollen; ich wäre dankbar, wenn man diese Angaben noch nachliefern könnte und wenn der Präsident, der damit implizit als Berichterstatter vorgeschlagen ist, diese in seiner Berichterstattung erwähnen könnte.

Es wird hier zu Recht darauf aufmerksam gemacht, dass das CERN ein wichtiger Auftraggeber der schweizerischen Industrie ist. Allein im Jahre 1991 hat es der schweizerischen Industrie Aufträge von insgesamt 125 Millionen Franken vergeben. Ich hätte gerne eine Zusammenstellung, wie viele Aufträge während der gesamten Wirkungszeit des CERN der schweizerischen Industrie zugeflossen sind. Das sind Zahlen, die auch die Wirtschaftskommission interessieren müssten.

Zur anderen Frage, die Herr Onken aufgeworfen hat: Gemessen an der Dimension dieses Forschungszentrums müsste es vielleicht sogar eine separate Aufgabe der Kommission für Bildung, Wissenschaft und Forschung sein, sich einmal mit der Problematik und den Auswirkungen des CERN zu befassen.

Präsident: Ich frage mich manchmal, ob alle diese Tätigkeiten nur in Genf angesiedelt werden müssen. Wäre es nicht in einem späteren Fall einmal möglich, die Konzentration von internationalen Organisationen in Genf zu entflechten? Ich weiss es nicht, aber den Gedanken sollte man vielleicht doch aufnehmen - in Graubünden wären wir froh um solche Organisationen. Es sind 3926 Leute, die beim CERN arbeiten. Gibt es eigentlich auch Schweizer, die hier Spitzenposten bekleiden? Ich habe einmal gehört, Schweizer hätten da keine guten Aussichten; stimmt das?

M. Cotti, conseiller fédéral: Comme vous le savez le canton de Genève met les terrains à disposition de la FIPOI gratuitement.

Avec le prix du mètre carré en ville de Genève, l'effort accompli n'est pas négligeable.

Bien que je n'ai pas à m'immiscer dans l'organisation du travail des commissions parlementaires, j'estime que le DFAE a intérêt à transmettre à la Commission de politique étrangère toutes les demandes de crédits de la FIPOI afin d'avoir une vision d'ensemble des efforts consentis en faveur de Genève. Il ne serait pas concevable d'installer à Coire ou à Lugano une institution du type de l'OMM. On pourrait penser à Zurich, car la proximité d'un aéroport international est une condition de base. Mais, n'oubliez pas que Genève dispose d'une image et d'une atmosphère générale très appréciée. C'est la raison pour laquelle elle réussit encore à attirer de nouvelles organisations malgré la concurrence terrible qui se manifeste sur le plan international. Par exemple, l'Allemagne se plaint - à juste titre - d'être très peu bénéficiaire de sièges d'organisations internationales. Elle devra trouver à moyen terme de nouvelles affectations pour les bâtiments administratifs de Bonn qui perdra sa fonction de capitale. La Genève internationale représente un instrument objectif de notre politique étrangère. La position de Genève contribue à renforcer celle de la Suisse au niveau international. Au moment où la Suisse se retrouve assez isolée, un certain rayonnement international devient important.

S'agissant des rumeurs relatives aux soi-disant problèmes du CERN, je peux vous affirmer que n'ai jamais entendu de critiques particulières concernant le CERN, ou du moins qui allaient au-delà de considérations purement scientifiques. Au contraire, le CERN a réussi l'exploit extraordinaire de donner à l'Europe un rôle de pionnier face à la concurrence américaine. Rappelez-vous que les Etats-Unis - sous la présidence Bush - entendaient réaliser un accélérateur de particules aussi performant, si ce n'est plus, que celui de Genève. Ils y ont renoncé pour des raisons financières.

L'Europe reste donc le moteur de la recherche fondamentale dans le secteur le plus pointu.

Les problèmes du CERN sont de nature financière. Plusieurs pays européens sont en retard dans le versement de leurs contributions. Certains tentent de se retirer ou de diminuer la quote-part de leur participation financière. Ces pays reprochent à la Suisse et à la France de bénéficier de la part du lion dans les mandats de travaux publics et les salaires. Ils estiment qu'elle est sans rapport avec leurs contributions au CERN. M. Rubia m'avait déjà indiqué qu'il était difficile pour lui de résister aux critiques selon lesquelles la Suisse et la France bénéficiaient de façon disproportionnée de la présence du CERN à Genève.

Une vision d'ensemble des prestations de la Confédération à Genève et des mécanismes de la FIPOI est tout à fait indispensable, car vos décisions présupposent une connaissance générale.

M. Nordmann: La Fondation immobilière pour les organisations internationales de Genève a été créée en 1964. C'est une entreprise commune de l'Etat de Genève et de la Confédération. Elle met à disposition les moyens nécessaires aux activités des

organisations internationales, sous forme de dons ou de prêts, en vue d'une construction qui s'effectue le plus souvent sur des terrains de l'Etat de Genève. De 1966 au 31 décembre 1991, les prêts accordés se montent à 493,7 millions et les dons à 95 millions. La FIPOI a déjà remboursé à la confédération 332 millions de francs, intérêts et amortissements compris.

La FIPOI octroie aux organisations internationales des crédits à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, c'est-à-dire à 3%. La Confédération assume la différence entre le taux du marché et ce dernier. Les organisations paient une sorte de loyer qui fait partie de leur budget imputé aux comptes des Etats membres. Nous mettons donc à disposition des bâtiments qui sont remboursés par la FIPOI sur 40 ans s'il s'agit d'un achat et sur 69 ans s'il s'agit d'un prêt. La FIPOI est administrée par un conseil de fondation où les principaux offices de la Confédération sont représentés, notamment l'Administration des finances. La présidence du conseil alterne entre les représentants de l'Etat de Genève et le chef de la mission suisse à Genève. Naturellement, le DFAE est représenté également. La fondation examine les problèmes sous un angle technique, de manière très détaillée et se prononce sur les dossiers qui lui parviennent. Ceux-ci font eux-mêmes l'objet d'une étude sérieuse au sein de l'organisation et sont soumis à leur conseil qui est un organe interétatique qui se prononce après évaluation des besoins. Le choix est effectué parmi les différents projets présentés.

Pour le bâtiment administratif des physiciens du CERN, c'est le conseil qui a opté pour le projet en discussion. Comme la Suisse y est représentée, elle a pu participer à l'élaboration. De son côté, la FIPOI va également l'étudier et établir un plan d'investissement, ainsi qu'un programme technique pour la réalisation.

Il est possible de refuser ou de faire modifier un projet sur la base d'observations techniques ou d'estimations des coûts. Le calendrier dépend en dernier lieu du Conseil de fondation de la FIPOI.

L'OMM a effectué les premières recherches en matière de climat. C'est d'ailleurs parce qu'elle s'est lancée dans ce créneau que Genève a pu s'occuper de la préparation de la Conférence de Rio et organiser l'installation du secrétariat lié aux problèmes de l'environnement. L'OMM contribue aussi à l'affirmation de la tendance au sein des Nations Unies de faire de Genève un centre international en matière d'environnement. Nous octroyons un million pour permettre à l'OMM d'effectuer les études nécessaires à la préparation d'un projet. Ces études techniques approfondies seront soumises à la FIPOI. Il s'agit d'une avance qui sera remboursée par le crédit de construction qui sera ultérieurement mis à la charge des Etats membres de l'organisation. Le risque est minime, car les besoins sont évidents. L'organisation est à l'étroit en raison notamment des nouvelles tâches pour lesquelles elle vient d'être mandatée. Les anciens bâtiments de l'OMM serviront à l'extension de l'Organisation mondiale de la protection intellectuelle (OMPI). Selon ses statuts, la FIPOI ne peut pas accorder un simple prêt. Elle octroie un crédit en fonction des constructions prévues.

S'agissant du CERN, il n'est pas possible d'envisager que les physiciens effectuant de la recherche, qui doivent échanger des expériences, qui travaillent jour et nuit pour tirer un maximum de profit des expériences en cours, soient à l'autre extrémité de la ville de Genève, d'autant plus qu'il est difficile de trouver la surface de locaux administratifs nécessaires d'un seul tenant. Il est moins cher de construire.

Präsident: Danke. Würden Sie also eine Zusammenstellung liefern im Sinne der Frage von Herrn Gadiant, in der die Aufträge der CERN an die schweizerische Industrie aufgelistet sind?

M. Nordmann: Les prestations sont de deux ordres. D'une part, il y a les instruments de précision qui concernent la recherche proprement dite. D'autre part, il y a ce qui concerne les constructions. La part des Etats hôtes est forte en ce qui concerne les constructions et l'entretien des installations. C'est dans ce secteur que la Suisse et la France se taillent la part du lion, car on ne sollicitera pas en Allemagne ou au Portugal une entreprise de gypserie pour effectuer des travaux de réfections. C'est ce qui provoque une certaine mauvaise humeur des Etats membres qui reprochent à la Suisse, mais surtout à la France de profiter sans payer plus de compensation à l'organisation.

Präsident: Könnten wir bitte auch ein Organigramm des CERN bekommen, damit wir sehen, wer in dieser Organisation das Sagen hat? Sind wir Schweizer auch dabei?

M. Nordmann: La Suisse est membre du conseil. Autant les Chambres fédérales que le Conseil fédéral se sont inquiétés du manque de fonctionnaires suisses dans les organisations internationales. Une ordonnance destinée à encourager la présence de fonctionnaires suisses dans ces dernières a été édictée. Il y a souvent des problèmes matériels en raison des salaires payés, des problèmes politiques car nous avons de la peine à avoir des cadres dans les organisations des Nations Unies. Au CERN, nous avons un grand nombre de physiciens et beaucoup de recherches se déroulent en association étroite avec nos universités. En conclusion, la Suisse n'a pas de cadres supérieurs dans la plupart des organisations internationales, mais nous nous efforçons d'y remédier.

Eintreten ist nicht bestritten.

Detailberatung

Bundesbeschluss über die Finanzierung eines neuen Darlehens an die Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen (FIPOI) in Genf zur Erstellung eines neuen Verwaltungsgebäudes zugunsten des CERN

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig beschlossen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Bundesbeschluss über die Gewährung eines Darlehens an die Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen (FIPOI) in Genf zur Finanzierung eines Planungskredites zugunsten der Weltorganisation für Meteorologie (WMO)

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig beschlossen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Auf Antrag von Herrn **Delalay** soll die Berichterstattung mündlich erfolgen. Er übernimmt die Berichterstattung.

4. 91.3187 Mo. Nationalrat (Mühlemann). Unterstützung der Europapolitik in den Grenzregionen

Bundesrat **Cotti**: Sie kennen die verschiedenen parlamentarischen Vorstösse, die in dieser Richtung gemacht worden sind. Auf Wunsch von Herrn **Onken** wird das Ganze in einem Bericht zusammengefasst, in dem alle Möglichkeiten einer stärkeren Beteiligung der Kantone an der Aussenpolitik dargestellt werden, nicht nur die Fragen der Grenzkantone und die Problematik der Kontakte mit den Grenzregionen, sondern ganz allgemein die Frage einer besseren Beteiligung der Kantone. In den ersten Wochen nach den Ferien habe ich Kontakte gehabt mit der Vertretung der Kantone, die an Frankreich grenzen. Diese haben ebenfalls eine Reihe von Begehren gestellt. Die Kantone beabsichtigen, eine sogenannte neue kantonale Konferenz einzuberufen, in der die Regierungsräte vertreten sein werden und die - unabhängig vom bisherigen Kontaktgremium - in eigener Zuständigkeit auch Fragen der Aussenpolitik erörtern wird. Der Bundesrat hat sich positiv zu dieser Absicht ausgesprochen, auch wenn er bezüglich der Schaffung von neuen Konferenzen gar nichts zu sagen hätte. Die Arbeitsgruppe, die den Bericht **Onken**, wenn ich so sagen kann, vorbereitet, wird von Herrn **Botschafter Krafft** präsiert, dem Leiter der Völkerrechtsdirektion beim EDA. Herr **Botschafter Krafft** hat mir noch vor kurzem bestätigt, dass dieser Bericht gegen Ende des Jahres vorliegen wird. Deshalb stimmen wir jetzt der Motion ohne Vorbehalte zu.

Rüesch: Ich möchte nur darauf hinweisen, dass man hier keine Illusionen haben darf und dass man zwei Dinge streng

unterscheiden muss: Auf der einen Seite geht es um den Einfluss der Kantone auf die Aussenpolitik. Diesen Einfluss haben wir im Zusammenhang mit dem EWR-Vertrag besprochen, als es darum ging, dass die Kantone nicht einfach übergangen werden können. Dazu stehen wir nach wie vor, und die Regierungskonferenz der Kantone geht ja auch in die Richtung, dass die Kantone in Zukunft frühzeitig am Ball sein können. Etwas ganz anderes ist das, was in dieser Motion hier angedeutet wird: die grenzüberschreitende Zusammenarbeit der Grenzkantone mit dem benachbarten Ausland. Ich sehe nicht ein, warum man heute so viel Lärm um dieses Geschäft macht. Als Regierungsrat des Kantons St. Gallen hatte ich nie die geringste Mühe mit grenzüberschreitenden Aktionen, wenn hier Zusammenarbeit nötig war. Im "Bermuda-Dreieck" Rorschach/ Bregenz/Lindau, wo die Zuhälter einander Revolvergefechte liefern, funktioniert die polizeiliche Zusammenarbeit, wie wenn wir ein Staat wären. Und bei dem grossen Ölunfall in St. Margrethen haben alle drei Staaten automatisch innerhalb von Minuten zusammengearbeitet. Die Regierungskonferenzen der Baudirektoren, der Umweltschutzdirektoren usw. rund um den Bodensee funktionieren hervorragend. Darum begreife ich nicht, warum man jetzt nach einer Unterstützung seitens des Bundes schreit, und ich frage mich, ob mit diesen zahlreichen Vorstössen nicht offene Türen eingerannt werden. Herr Onken hat kürzlich in einem Zeitungsinterview das Ganze als Schaumschlagerei bezeichnet. Das geht vielleicht ein bisschen weit; aber sicher scheint mir, dass wir von diesem Bericht des Bundesrates keine grossen Novitäten erwarten dürfen.

Bloetzer: Ich habe heute als Mitglied der Europaratsdelegation an einer Sitzung teilgenommen, wo wir mit den Vertretern der lokalen und regionalen Behörden im Europarat gerade auch diese Fragen diskutiert haben. Die europäische Kooperation spielt sich ja auf verschiedenen Ebenen ab. Man könnte sagen, das Haus Europa habe verschiedene Stockwerke, und die Zusammenarbeit muss sich ja nicht nur auf der obersten Etage, zwischen den Regierungen, abspielen, sondern vor allem auch auf der regionalen und lokalen Ebene. Dort wird sie, wie Herr Rüesch gesagt hat, effektiv schon seit langem realisiert. Das Europa von morgen hat vielleicht mehr Chancen, wenn es nicht zentralistisch im Sinne der heutigen EG gebildet wird, sondern wenn es sich in den Regionen zu formieren beginnt, wenn die Identifikation mit der Region über die Grenze hinaus stattfindet. Das ist vielleicht ein wichtiges Element des Wegs in die europäische Zukunft. Aus dieser Sicht ist es, ohne dass man sich Illusionen macht, richtig, wenn der Bundesrat und das Parlament diese Zusammenarbeit fördern und unterstützen. Herr Mühlemann hat uns ein Beispiel erzählt, dass es leichter ist, für gewisse Projekte Geld aus der EG zu erhalten als von Bern. Das sagt schon aus, dass hier etwas Positives im Gange ist. - Ich möchte also diese Motion unterstützen, umso mehr als im Ständerat die Motion Schüle, die praktisch das gleiche beinhaltet, schon überwiesen wurde.

Präsident: Ich teile die Meinung, die Herr Rüesch geäussert hat. Die Richtung dieses Vorstosses ist gut, aber es braucht

dazu keine Motion. Dazu kommt, dass dieses Begehren m. E. nicht Gegenstand einer Motion sein könnte. Im Ratsreglement des Ständerates heisst es: "Die Motion beauftragt den Bundesrat, den Entwurf zu einem Bundesgesetz oder Bundesbeschluss vorzulegen oder eine Massnahme zu treffen." Dieser Gegenstand wäre somit nicht motionswürdig; aber wir haben schon viele ähnliche Motionen überwiesen, und es lohnt sich nicht, Opposition zu machen. - Übrigens begrüsse ich noch Herrn Botschafter Krafft.

Die Motion wird überwiesen. Die **Berichterstattung** erfolgt schriftlich.

Unterbruch der Sitzung von 18.55 - 08.00 Uhr

PRESSEMITTEILUNG

Die aussenpolitische Kommission des Ständerates tagte am 9. und 10. September 1993 in Bern unter dem Vorsitz von Ständerat Luregn Mathias Caveltz (CVP/GR) und im Beisein von Bundesrat Flavio Cotti.

93.051 IKRK. Bundesbeitrag

Der Bundesrat beantragt, die jährlichen Bundesbeiträge an das Sitzbudget des IKRK für die Jahre 1994 und 1995 von 55 auf 60 Millionen und für die Jahre 1996 und 1997 auf 65 Millionen Franken zu erhöhen. Die Kommission hörte sich in dieser Angelegenheit auch Cornelio Sommaruga, IKRK-Präsident, und Peter Fuchs, Generaldirektor, an. Sie beantragt ihrem Rat einstimmig, die Erhöhung dieser Bundesbeiträge zu genehmigen.

93.021 Immobilienstiftung für die internationalen Organisationen (FIPOI). Neue Darlehen (CERN und WMO).

Der Bundesrat ersucht die eidgenössischen Räte, zwei Verpflichtungskredite von insgesamt 40,4 Millionen zugunsten der Immobilienstiftung für internationale Organisationen zu bewilligen. Damit sollen der Bau eines Verwaltungsgebäudes für die CERN sowie die Planung eines Gebäudes für die Weltorganisation für Meteorologie (WMO) finanziert werden. Die einstimmige Kommission wird ihrem Rat die Genehmigung dieses Darlehens an die FIPOI beantragen.

Ebenfalls auf der Tagesordnung stand die Botschaft betreffend das Übereinkommen über Vergleichs- und Schiedsverfahren innerhalb der KSZE sowie die Vergleichs- und Schiedsverträge mit Polen und Ungarn (93.047).

Die einstimmige Kommission wird ihrem Rat Zustimmung zum Bundesbeschluss beantragen, der den Bundesrat ermächtigt, diese Übereinkommen und die bilateralen Verträge mit Ungarn und Polen zu ratifizieren.

Weiter hat die Kommission die Botschaft über die Genehmigung verschiedener Wirtschaftsvereinbarungen (93.048) geprüft: die Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und den baltischen Staaten; das Abkommen zwischen den EFTA-Staaten und Rumänien; den Beitritt zum internationalen Zuckerabkommen 1992 sowie die Ratifizierung des Protokolles zur Verlängerung der Vereinbarung über den internationalen Textilhandel. Die Kommission hat einstimmig beschlossen, ihrem Rat die Zustimmung zu diesen Wirtschaftsvereinbarungen zu beantragen. Ebenfalls einstimmig beantragen wird sie die Genehmigung des Doppelbesteuerungsabkommens zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland (93.028).

Ferner behandelte die Kommission die Motion des Nationalrates (91.3187) über die Unterstützung der Europapolitik in den Grenzregionen. Die Kommission wird ihrem Rat einstimmig die Genehmigung dieser Motion empfehlen.

Ausserdem liess sich die Kommission über die Lage im ehemaligen Jugoslawien und besonders über die von unserem Land geleistete humanitäre Hilfe orientieren, sowie über die jüngste Lage im Nahen Osten nach dem Friedensabkommen zwischen Israel und der PLO.

3003 Bern, 10. September 1993

Parlamentsdienste
Fachdienst II

COMMUNIQUE DE PRESSE

La commission de politique extérieure du Conseil des Etats a siégé à Berne les 9 et 10 septembre 1993, sous la présidence de M. Luregn Mathias Cavelti (PDC/GR) et en présence de M. le conseiller fédéral Cotti.

93.051 CICR. Contribution

Le Conseil fédéral propose d'augmenter la contribution annuelle de la Confédération au budget siège du CICR de 55 à 60 millions de francs pour 1994 et 1995, et à 65 millions de francs pour 1996 et 1997. A cette occasion, la commission a également entendu M. Cornelio Sommaruga, Président du CICR, et M. Peter Fuchs, Directeur-général.

A l'unanimité, la commission proposera au plénum d'approuver l'augmentation de ces contributions.

93.021 Fondation des immeubles des organisations internationales (FIPOI). Nouveaux prêts (CERN et OMM)

Le Conseil fédéral sollicite des Chambres fédérales un crédit de 40,4 millions de francs en faveur de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) à Genève pour la construction d'un immeuble destiné au CERN et pour l'octroi d'un crédit d'études pour la planification d'un nouvel immeuble administratif pour l'Organisation météorologique mondiale (OMM). C'est à l'unanimité que la commission proposera au plénum d'approuver ce prêt à la FIPOI.

Le message concernant la Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la CSCE, ainsi que les traités de conciliation et d'arbitrage avec la Pologne et la Hongrie (**93.047**) figurait à l'ordre du jour.

A l'unanimité, la commission proposera à la Chambre d'approuver l'arrêté fédéral autorisant le Conseil fédéral à ratifier cette convention et ces accords bilatéraux avec la Hongrie et la Pologne.

La commission a également préexaminé le message concernant divers accords économiques internationaux (**93.048**) - Accord de libre-échange entre la Suisse et les pays baltes, Accord entre les Etats de l'AELE et la Roumanie, adhésion à l'Accord international sur le sucre de 1992 et la ratification du protocole portant prorogation de l'arrangement concernant le commerce international de textiles. A l'unanimité, la commission proposera au plénum d'approuver ces divers accords économiques. Elle proposera également à l'unanimité d'approuver l'accord de double imposition entre la Suisse et la République fédérale d'Allemagne (**93.028**).

A l'ordre du jour figurait également la motion du Conseil national (**91.3187**) concernant l'intégration européenne, soutien à la politique des régions frontalières. A l'unanimité, la commission recommandera au plénum son approbation.

En outre, la commission a été informée de la situation dans l'ancienne Yougoslavie et en particulier au sujet de l'aide humanitaire. Elle a également été orientée sur le développement de la situation au Proche-Orient, suite à l'accord de paix négocié entre Israël et l'OLP.

3003 Berne, le 10 septembre 1993

Services du Parlement
Service spécialisé II

VERTRAULICH

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

3003 Bern, den 17.9.1993

- TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 9./10. September 1993
09. September 16.00 - 19.00 h
10. September 08.00 - 10.15 h
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4
- TAGESORDNUNG 6. 93.048 sn Internationale Wirtschaftsvereinbarungen
7. 93.028 n Doppelbesteuerungsabkommen mit der
 Bundesrepublik Deutschland
(weitere Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR 6. 93.048 én Accords économiques internationaux
7. 93.028 n Double imposition. Convention avec la
 République fédérale d'Allemagne
(Autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal principal)
- TEILNEHMER Präsident: Cavelti
- Anwesende Mitglieder
Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rüesch,
Schiesser
- Entschuldigt
Flückiger, Béguin, Kündig, Rhinow, Simmen
- Weitere Teilnehmer
Punkt 6 (93.032 Internationale Wirtschaftsvereinbarungen)
H. Botschafter Arioli, BAWI, EVD
Frau Robert, BAWI, EVD
H. Minister Wasescha, BAWI, EVD
H. Bernhard Herold, BAWI, EVD
- Punkt 7 (93.028 DBA mit BRD)*
H. Samuel Tanner, Vize-Direktor, Eidg. Steuerverwaltung, EFD
H. Andreas Kolb, Eidg. Steuerverwaltung, EFD
- Kommissionssekretariat: Frau Pitteloud
- Protokoll: Frau Stauffer (d), Herr Kuonen (f)

6. 93.048 Internationale Wirtschaftsvereinbarungen

Arioli: Der Bundesrat legt Ihnen in dieser Botschaft sechs Abkommen vor, die alle in einem zeitlichen und sachlichen Zusammenhang stehen und nur in diesem Zusammenhang von Bedeutung sind. Erstens sind dies vier Freihandelsabkommen, die Bestandteil der Bestrebungen einerseits der EG- und andererseits der Efta-Länder bilden, die mitteleuropäischen Länder und die baltischen Staaten näher an den westeuropäischen Wirtschaftsraum heranzubringen. Die Verhandlungen mit den vier Staaten, die unter sich auch ein Freihandelsabkommen abgeschlossen haben - Polen, die Tschechische Republik, die Slowakei und Ungarn - wurden fast gleichzeitig aufgenommen, und das Bemühen ging dahin, sie zwischen der EG und der Efta parallel zu führen. Eine nächste Phase, die ebenfalls parallel in Angriff genommen wurde, waren Freihandelsverhandlungen mit Rumänien und Bulgarien. Sie haben die Abkommen mit der Tschechoslowakei, die dann anfangs dieses Jahres übergeführt worden sind in Abkommen mit der Tschechischen Republik und der Slowakei, genehmigt, ebenso das Abkommen mit Polen, und jetzt ist das Abkommen mit Rumänien genehmigungsreif. Die Abkommen mit Bulgarien und Ungarn werden wir Ihnen im Aussenwirtschaftsbericht für das Jahr 1993 vorlegen; leider konnten diese Abkommen aus zeitlichen Gründen nicht auch in diese Sammelbotschaft aufgenommen werden. Die Abkommen sind inhaltlich identisch mit den Abkommen, die Sie bereits genehmigt haben.

Mit den baltischen Ländern war der Ablauf etwas anders: Aufgrund sehr enger traditioneller Beziehungen haben die Finnen nach der Unabhängigkeit dieser Staaten sehr rasch gehandelt und ein Freihandelsabkommen abgeschlossen, was die Schweden und die Norweger zu ähnlich raschen Verhandlungen veranlasst hat, und wir sind dann nachgefolgt, nachdem wir gesehen haben, dass eine Gesamtlösung für die Efta-Länder nicht möglich war. Die EG hat im Gegensatz dazu etwas gezögert, und erst im Juni dieses Jahres hat der EG-Rat in Kopenhagen der Kommission den Auftrag gegeben, Freihandelsverhandlungen vorzubereiten mit dem Ziel, später einmal mit diesen Ländern Assoziationsabkommen wie mit den übrigen mitteleuropäischen Ländern abzuschliessen.

Inhaltlich sind diese Abkommen in wesentlichen Teilen gleich. Aufgrund der nordischen Vorbilder besteht insofern ein Unterschied zu den übrigen Freihandelsabkommen, als mit diesen Ländern eine symmetrische Zollbeseitigung beschlossen worden ist. Die baltischen Staaten waren bereit, den Zoll gleichzeitig abzubauen.

Bei den übrigen beiden Abkommen, dem Zucker- und dem Multifaserabkommen, handelt es sich im wesentlichen um die Verlängerung von bestehenden Abkommen. Das Multifaserabkommen soll ohne Veränderungen weiter bestehen; das Zuckerabkommen ist ein Nachfolgeabkommen eines Abkommens, das 1987 befristet abgeschlossen worden ist und das nun praktisch inhaltlich unverändert weitergeführt wird. Es handelt sich um ein Abkommen, das aufgrund von Informationsaustausch die Markttransparenz erhöhen und den Markt auch aufgrund der

Konsultation dieser Organisation beruhigen soll, das aber keinerlei Markteingriffe, im Sinne eines Ausgleichslagers z. B., vorsieht.

Die **Eintretensdiskussion** wird zu allen Abkommen gleichzeitig geführt.

M. Cavadini Jean: Je suis favorable à l'entrée en matière, mais je souhaite savoir pourquoi, dans l'établissement de ces traités avec les républiques baltes, les pays nordiques ont exigé une approche bilatérale que la Suisse a dû accepter et négocier de manière à ne pas compromettre une multilatéralité postérieure.

En Lituanie, le taux d'inflation défie tous les cours d'économie. On m'a indiqué sur place un taux d'inflation de 3% quotidien. Par conséquent, sur le plan monétaire, quelles sont les unités de références pour les échanges? Y a-t-il une amélioration de la situation envisageable? Evidemment, l'analyse effectuée dans le rapport est exacte. La fragmentation de la production économique de l'URSS a mis les républiques baltes dans une situation tout à fait impossible.

M. Delalay: Y a-t-il des accords du même type avec d'autres Etats?

Präsident: Bleiben wir vielleicht einmal bei den baltischen Staaten.

M. Arioli: Dans les années 70, la Finlande a été forcée de conclure un accord de libre-échange avec l'URSS. Il était symétrique dans la forme, mais pas dans la substance, car les Finlandais fonctionnaient dans le cadre d'une économie de marché où les taxes douanières avaient une fonction régulatrice, alors que l'URSS connaissait l'économie planifiée où l'élimination ou la réduction des droits de douane n'avait aucune importance puisqu'elle était régularisée par les cours de changes et les attributions de devises décidées par les autorités centrales. Lors de l'effondrement du Comecon, les Finlandais ont voulu sauvegarder cet acquis et le matérialiser. Avec l'introduction de l'économie de marché dans les pays de l'ancien Comecon, ils pouvaient enfin obtenir la réciprocité. Ils ont ainsi formalisé leur ambition vis-à-vis de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie et des pays baltes lors de leur accès à l'indépendance. Cette pratique a donc créé un précédent pour les autres pays nordiques. Les Suédois ont tout de suite suivi et ensuite les Norvégiens. Compte tenu de cette situation, malgré nos efforts dans l'AELE en vue d'une approche commune, nous avons dû les suivre. La substance des accords est à tel point identique que ce n'est plus qu'une question de formalisme juridique de n'avoir pas d'accord multilatéral avec ces trois pays baltes.

Il est encourageant de noter que l'Estonie a réussi à introduire une monnaie pratiquement stable. L'inflation est faible et les cours ont été maintenus en rattachant la monnaie à la valeur d'une devise forte. Le modèle est donc présent. En

outre, le FMI et plusieurs banques centrales appuient ces efforts. Les possibilités sont donc là. Si la situation n'est pas encore assainie en Lituanie et en Lettonie, c'est probablement dû à la faiblesse des gouvernements respectifs qui n'ont pas pu introduire une politique restrictive qui pourrait stabiliser la situation.

Les pays de l'AELE ont conclu un accord du même type avec Israël. Il y a également un accord avec la Turquie qui crée un parallélisme avec un accord d'association avec la Communauté. C'est aussi en principe un accord de réciprocité, mais avec certains délais de transition pour la Turquie. Sur le plan mondial, beaucoup d'accords de libre-échange ont été passés. Bien que n'étant pas du même type, ils ont les mêmes objectifs avec des couvertures variables.

Eintreten auf die Beschlüsse ist stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Bundesbeschluss über die Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und den baltischen Staaten

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen den Efta-Staaten und Rumänien

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Bundesbeschluss über das Internationale Zucker-Übereinkommen von 1992

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Bundesbeschluss betreffend das Protokoll zur Verlängerung der Vereinbarung über den internationalen Handel mit Textilien

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

7. 93.028 n Doppelbesteuerungsabkommen mit der Bundesrepublik DeutschlandEinführungsreferat von Herrn Vizedirektor **Tanner** siehe Anhang.**Zum Eintreten****Schiesser:** Wie stellt man in der Praxis fest, ob jemand an mehr als 60 Arbeitstagen nicht an den Wohnsitz zurückkehrt?**Onken:** Ich habe eine Frage zu einem ganz konkreten Fall: Meine Frau ist eine dieser wenigen hundert Schweizerinnen, die in Deutschland arbeiten; ihr Verdienst wird heute zu meinem geschlagen und in der Schweiz versteuert. Wie wird das bei ihr in Zukunft aussehen?**M. Delalay:** Cet accord de double imposition avec l'Allemagne signifie-t-il que la Suisse applique les mêmes dispositions avec tous ses voisins: Italie, France, Autriche?**Kolb:** Herr Schiesser, bei der 45-Tage-Regelung waren die Grenzgänger sehr daran interessiert, in der Schweiz besteuert zu werden, weil ja das Steuerniveau in der Schweiz tiefer ist. Das hat dazu geführt, dass von deutscher Seite her eine Neuregelung gewünscht wurde. Die Grenzgänger, die weiterhin in der Schweiz voll besteuert werden wollen, werden sich auch in Zukunft an die Arbeitgeber wenden und eine Bescheinigung verlangen, wenn sie die 60 Tage Nichtrückkehr überschreiten. Diese Bescheinigung muss dem deutschen Finanzamt vorgelegt werden, damit der deutsche Grenzgänger in Deutschland von den Steuern befreit wird. Wie die Erfahrung zeigt, spricht sich das schnell herum, und die Grenzgänger, die bis jetzt in der Schweiz voll besteuert wurden, sind natürlich von sich aus daran interessiert, weiterhin in der Schweiz besteuert werden zu können.**Schiesser:** Somit liegt das Interesse, dass der Nachweis nicht erbracht werden kann, bei Deutschland und nicht bei der Schweiz.**Kolb:** Richtig. - Zu Herrn Onken: Für die Schweizer, die in Deutschland arbeiten, ist es so, dass der deutsche Arbeitgeber inskünftig verpflichtet ist, 4 1/2 Prozent für die Quellensteuer abzuziehen. Damit dieser Steuersatz nur 4 1/2 Prozent beträgt, braucht es eine sogenannte Ansässigkeitsbescheinigung, die die kantonale Steuerverwaltung des Kantons Thurgau ausstellt und die der schweizerische Arbeitnehmer dem deutschen Arbeitgeber vorweist. In der Schweiz ist es so, dass der

Arbeitnehmer von den Bruttoeinnahmen, die er in Deutschland erzielt, nur $\frac{4}{5}$ in die Bemessungsgrundlage einbeziehen muss.

Onken: Kompensieren immer $\frac{4}{5}$ des Einkommens in jedweder Höhe die $4 \frac{1}{2}$ Prozent, die in Deutschland abgezogen worden sind?

Kolb: Eine gute Frage; es ist so, dass auf schweizerischer Seite dieses System gewählt wurde, weil der Wunsch bestand, dass keine neue gesetzliche Grundlage geschaffen werden müsse, um die Steueranrechnung vorzusehen. Das führt dazu, dass bei durchschnittlichen und bei höheren Einkommen ein schweizerischer Grenzgänger eher besser fährt, als wenn eine Vollanrechnung stattfinden würde. Es mag sein, dass sich bei gewissen Einkommen eine Verschlechterung ergibt, wobei diese nach den Berechnungen, die in den Kantonen angestellt wurden, sehr minim sein soll.

Zum Präsidenten: Für den Steuerpflichtigen ist es eine eher attraktive Lösung. Man muss einfach wissen, dass die Schweiz, im Gegensatz zum Ausland, keine Steueranrechnung vornimmt, sondern immer Steuerbefreiungen. Deshalb wäre ein solches Verfahren unserem System fremd.

Herr Delalay, in der Botschaft steht, dass dieses Abkommen eine Angleichung an die Abkommen mit anderen Staaten sei. Das trifft insofern zu, als wir eine Angleichung in der Materie vornehmen, d. h. es findet eine Aufteilung des Steuersubstrats statt. Mit den verschiedenen Ländern wurde dies auf unterschiedliche Weise gelöst: Mit Frankreich haben wir diese $4 \frac{1}{5}$ Prozent ebenfalls, aber in anderer Form, indem Frankreich die Grenzgänger voll besteuern kann und uns dann $4 \frac{1}{2}$ Prozent der Bruttolohnsummen, die wir den Franzosen mitteilen, überweisen. Genf hat volle Arbeitsortbesteuerung; also die französischen Grenzgänger im Kanton Genf werden voll in der Schweiz besteuert und die Schweiz überweist dann $3 \frac{1}{2}$ Prozent der Bruttolöhne an Frankreich. Mit Italien besteht wieder ein anderes System, indem die Kantone, die an Italien angrenzen, die volle Quellensteuer zurückbehalten und dann 40 Prozent der Steuer an Italien überweisen. - Mit jedem Staat muss der Besteuerungsmodus bilateral ausgehandelt werden; es ist auch nicht gelungen, in der EG eine einheitliche Regelung zu treffen. In der OECD wurde diese Frage ebenfalls diskutiert, aber man kam nicht zu einer Lösung, die für alle europäischen Staaten eine einheitliche Regelung ermöglichen würde. Wichtig ist für die Schweiz, dass wir vom Erwerbseinkommen der Grenzgänger etwas bekommen, und dies war die einzige Möglichkeit, von Deutschland ebenfalls etwas zu bekommen.

Eintreten ist stillschweigend beschlossen.

Detailberatung

Bundesbeschluss über ein Protokoll zur Änderung des
Doppelbesteuerungsabkommens mit der Bundesrepublik Deutschland

Titel und Ingress

Artikel 1

Artikel 2

einstimmig angenommen

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Zustimmung zum Entwurf

einstimmig

Die **Berichterstattung** erfolgt schriftlich.

EIDGENÖSSISCHE
STEUERVERWALTUNG
DER DIREKTOR

Bern, den 10. September 1993

Referat vor der aussenpolitischen Kommission des Nationalrates
betr. Protokoll zur Aenderung des Doppelbesteuerungsabkommens
mit der Bundesrepublik Deutschland (Grenzgänger)

Sehr geehrter Herr Präsident

Sehr geehrte Herren Ständeräte

Mit dem vorliegenden Protokoll wird die Grenzgängerregelung im
schweizerisch-deutschen Verhältnis auf eine neue Grundlage ge-
stellt.

Nach der geltenden Ordnung kann ein Grenzgänger ausschliesslich
am Wohnsitz besteuert werden. Im Staat des Arbeitsortes ist er
von der Besteuerung ausgenommen. Wer als Grenzgänger gilt, ist
nicht im Abkommen selbst, sondern im Verhandlungsprotokoll vom
18. Juni 1971 zu Artikel 15 Absatz 4 des Abkommens festgelegt.
Danach wird als Grenzgänger betrachtet, wer sich morgens über
die Grenze an die Arbeitsstätte begibt und am gleichen Tag an
den Wohnsitz zurückkehrt. Dabei müssen Wohnort und Arbeitsort
weniger als 30 km von der Landesgrenze entfernt sein. Nach ei-
ner von den meisten Kantonen befolgten Praxis geht die Grenz-
gängereigenschaft verloren, wenn der Arbeitnehmer an mindestens
45 Tagen pro Jahr nicht an den Wohnsitz zurückkehrt bzw. aus-
serhalb der Grenzzone tätig ist. Eine Sonderregelung gilt für
leitende Angestellte. Diese werden als Grenzgänger betrachtet,
auch wenn das Merkmal der täglichen Rückkehr an den Wohnort für
ein Drittel der Arbeitstage des Betriebes nicht erfüllt ist,
wobei aber nicht mehr als 60 Tage auf Reisen nach Orten ausser-
halb der Grenzzone zu Lasten des Betriebes entfallen dürfen und

der leitende Angestellte seine Arbeitskraft zum überwiegenden Teil dem Betrieb in Grenznähe widmen muss.

Sowohl von deutscher wie auch von schweizerischer Seite vermag die bestehende Regelung nicht mehr zu befriedigen. Dies allerdings aus unterschiedlichen Gründen.

Deutscherseits wurde festgestellt, dass deutsche Grenzgänger in den letzten Jahren vermehrt bestrebt waren, sich der deutschen Besteuerung zu entziehen und sich in der Schweiz besteuern zu lassen. Dies geschah vor allem dadurch, dass die Arbeitnehmer geltend machten, an mehr als 45 Tagen nicht an den Wohnsitz zurückgekehrt oder an Orten ausserhalb der Grenzzone tätig gewesen zu sein. Aufgrund dieser Bestätigungen mussten die Erwerbseinkünfte in Deutschland von der Steuer befreit werden. Nach den deutschen Darlegungen kam es sodann vor, dass Arbeitnehmer solche Bescheinigungen nur dem deutschen Fiskus vorlegten, während sie sich gegenüber den schweizerischen Steuerbehörden auf ihre Grenzgängereigenschaft beriefen, was zu einer Steuerbefreiung in beiden Staaten führte. Hinzu kommt, dass eine grosse Anzahl Grenzgänger - nach einer deutschen Schätzung soll es sich um gegen 10'000 Personen handeln - in der Bundesrepublik steuerlich nicht erfasst ist und daher weder in Deutschland noch in der Schweiz Steuern zahlt.

Auf Seiten der Schweiz besteht seit längerer Zeit der Wunsch, eine Aufteilung des Steueraufkommens herbeizuführen. Die heutige Regelung wirkt sich wegen des deutlichen Ueberwiegens der deutschen Grenzgänger einseitig zugunsten der Bundesrepublik aus. Rund 36'500 deutsche Grenzgänger waren Ende 1991 in der Schweiz tätig, während umgekehrt nur einige hundert schweizerische Grenzgänger in Deutschland arbeiteten. Die Bundesrepublik wird somit von der bestehenden Regelung, die den bedeutenden, von den deutschen Grenzgängern verursachten Infrastrukturkosten nur ungenügend Rechnung trägt, in hohem Masse begünstigt. Die Nordkantone strebten daher eine Aufteilung des Steuersubstrates

an, die sich im Rahmen der Lösungen halten sollte, wie sie die Schweiz mit Frankreich und Italien vereinbart hat.

In den am 18. Dezember 1991 abgeschlossenen Verhandlungen einigten sich beide Seiten auf eine Lösung, die der beidseitigen Interessenlage Rechnung trägt. Die Neuregelung sieht vor, dass Grenzgänger weiterhin am Wohnsitz zu besteuern sind. Zusätzlich wird dem Staat des Arbeitsorts das Recht eingeräumt, Grenzgänger mit einer auf 4.5 % des Bruttolohnes begrenzten Steuer zu belegen. Die Doppelbesteuerung wird wie folgt vermieden: Deutschland als Wohnsitzstaat rechnet die von der Schweiz als Arbeitsortsstaat erhobenen Steuern an. Die Schweiz setzt als Wohnsitzstaat den Bruttobetrag der aus Deutschland stammenden Vergütungen bei der Ermittlung der Bemessungsgrundlage um ein Fünftel herab.

Mit der Neuregelung des Besteuerungsrechts wurde auch der Grenzgängerbegriff neu festgelegt. Zu erwähnen ist namentlich der Wegfall von Grenzzonen sowie der Sonderregelung für leitende Angestellte. Für die Grenzgängereigenschaft ist massgebend, ob der Arbeitnehmer regelmässig an seinen Wohnsitz zurückkehrt und - bei einer ganzjährigen Beschäftigung - an höchstens 60 Tagen pro Jahr nicht an den Wohnsitz zurückkehrt.

Neben der Frage der Grenzgängerbesteuerung wurden im Zuge der Teilrevision des Abkommens zwei weitere Punkte neu geregelt.

Der erste Punkt betrifft Einkünfte aus atypisch stillen Beteiligungen an schweizerischen Gesellschaften. Solche Einkünfte können wie bis anhin in der Schweiz besteuert werden. Unter bestimmten Voraussetzungen darf neu auch die Bundesrepublik solche Einkünfte besteuern, muss aber die schweizerischen Steuern anrechnen.

Eine weitere Neuerung ergibt sich beim Artikel über die Besteuerung von Künstlern. Hier wurde - entsprechend der Regelung in anderen Abkommen der Schweiz - festgelegt, dass die Ein-

künfte eines Künstlers dann nicht im Tätigkeitsstaat besteuert werden können, wenn er in erheblichem Umfang durch Zuwendungen aus öffentlichen Mitteln seines Wohnsitzstaates gefördert wurde.

Abschliessend kann festgestellt werden, dass die Neuregelung der Grenzgängerbesteuerung den Kantonen und auch dem Bund zweifellos Mehreinnahmen bringt. Der weit überwiegende Teil der deutschen Grenzgänger wird gegenwärtig in der Schweiz nicht besteuert. Von deren Bruttoeinkommen können Bund, Kantone und Gemeinden inskünftig eine auf 4.5 % begrenzte Steuer erheben. Die Kantone haben dem Revisionsprotokoll im Vernehmlassungsverfahren daher zugestimmt. Ich beantrage Ihrer Kommission, es ebenfalls zu genehmigen.

VERTRAULICH

STAENDERAT
Aussenpolitische Kommission

3003 Bern, den 17.9.1993

TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 9./10. September 1993
09. September 16.00 - 19.00 h
10. September 08.00 - 10.15 h
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4

TAGESORDNUNG 5. Aktualitäten
 5.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien
 5.2. Ev. weitere Aktualitäten
8. Vorbereitung der Sitzung vom 21. und 22. Oktober 1993
9. Verschiedenes

ORDRE DU JOUR 5. Actualités
 5.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie
 5.2. Ev. d'autres actualités
8. Préparation de la séance des 21 et 22 octobre 1993
9. Divers

TEILNEHMER

Präsident: Caveltz

Anwesende Mitglieder

Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Onken, Rüesch, Schiesser

Entschuldigt

Flückiger, Béguin, Kündig, Rhinow, Simmen

Weitere Teilnehmer

Punkt 5 (Aktualitäten)

H. Bundesrat Cotti, Vorsteher EDA

H. Botschafter von Däniken, Politische Abteilung 1, EDA

H. Botschafter Ducrey, Politisches Sekretariat, EDA

H. Vizedirektor Rädersdorf, DEH, EDA

H. Rolf Stücheli, GS EDA

Kommissionssekretariat: Frau Pitteloud

Protokoll: Frau Stauffer (d), Herr Kuonen (f)

5. Aktualitäten

5.1 Die Lage im ehemaligen Jugoslawien

M. Cotti, conseiller fédéral: La situation en ex-Yougoslavie n'a guère évolué ces dernières semaines après l'échec des négociations du 31 août à Genève. Il est principalement dû à la partie musulmane qui a refusé la répartition territoriale qui avait été proposée par les médiateurs. Les musulmans représentent 44% de la population en Bosnie-Herzégovine et le territoire qui leur aurait été laissé couvrirait seulement 30% de la surface du pays. En outre, l'accès à la mer qui était une de leurs revendications formelles n'était pas concédé. C'est la raison pour laquelle les négociations ont échoué.

J'ajoute que la situation en Serbie empire sensiblement. On parle peu des conséquences de l'embargo décidé par les Nations Unies, mais elles sont très importantes et graves. A tel point que des personnalités très influentes de notre pays m'écrivent pour me demander si un embargo de ce type, qui entraîne la famine dans la population civile, est justifié.

La situation militaire qui s'était calmée à la veille des négociations de Genève s'est à nouveau détériorée depuis l'échec de celles-ci.

Le refus de l'accord proposé par les musulmans était certainement aussi fondé sur l'espoir d'une intervention militaire dont les Etats-Unis avaient beaucoup parlé. Finalement, j'ai le sentiment que cette éventualité s'éloigne. Je prie les spécialistes de nous confirmer éventuellement cette impression. En effet, hier encore Clinton indiquait qu'une intervention armée en ex-Yougoslavie devait être encore approuvée par le Congrès. Vous savez ce que cela signifie. La semaine dernière, M. Kozyrev me confirmait que pour la Russie seul un accord serait admissible. Comme vous le savez la Suisse s'est toujours prononcée en faveur d'une solution qui ne sanctionne pas des gains militaires. Elle souhaite un accord qui attribue un territoire équitable à la partie musulmane. L'aide humanitaire de la Suisse en faveur de l'ex-Yougoslavie n'a de loin jamais connu un niveau comparable. Avec 75 millions de francs pour soutenir cet effort, nos engagements dépassent très largement toutes nos interventions passées. Pour le moment, c'est malheureusement encore la seule aide possible que la Suisse peut envisager face aux souffrances qui se manifestent dans cette région de l'Europe. Nous avons en outre quelques collaborateurs agissant dans les actions de peacekeeping.

M. Ducrey: En ce qui concerne une éventuelle intervention militaire, il n'y a pas d'accord entre les principaux acteurs extérieurs parce que les intérêts ne sont pas convergents. La Grande-Bretagne et la France ne veulent pas intervenir pour éviter de faire courir des risques certains et considérables à leurs troupes sur le terrain. La Russie a des réticences probablement dues à une sorte de solidarité historique. Les Américains estiment qu'ils n'ont pas d'intérêt primordial à intervenir en Yougoslavie qu'ils considèrent comme une crise d'abord européenne qui touche des intérêts européens.

Raedersdorf: Ich darf noch erklären, wie wir die Lage im humanitären Bereich in Ex-Jugoslawien und vor allem in Bosnien-Herzegowina beurteilen. Die Lager ausserhalb von Bosnien-Herzegowina sind gefüllt, aber leider kommen die Hilfsorganisationen nicht an die Opfer heran. Das ist das Hauptproblem für den kommenden Winter. Wir selber versuchen, weiterhin in Mostar zu bleiben; aber zwei unserer Projekte sind wieder zusammengeschossen worden. Wir haben auch eine Equipe im Norden, in Tuzla; dort versuchen wir auch bereits, wintersichere Unterkünfte aufzubauen. Im Moment stagniert die ganze Aktion: wir kommen nicht an die Opfer heran, diese bewegen sich auch recht schnell, und wir eilen immer wieder hintennach, wenn wir überhaupt hineinkommen.

Nach unsere Einschätzung gibt es folgende Varianten: 1. Es geht im gleichen Stil weiter, noch über Monate. - 2. Ein Waffenstillstand oder sogar ein Friede kommt zustande. - 3. Der Krieg greift über auf Kosovo oder andere Gebiete. - Für uns ist die wahrscheinlichste Variante die, dass es wie bisher weitergeht, die teuerste Variante, die sicher einen grossen Nachtragskredit verlangen würde, ist die zweite. Wenn es Frieden gibt, müssen wir sofort Unterstützung anbieten, denn Bosnien ist am Boden; zwei Drittel aller Häuser dort sind zerstört. Im Moment werden wir dem Bundesrat empfehlen, keinen Nachtragskredit zu sprechen; aber wenn es eine grosse Veränderung gibt, müssen wir schnell handeln können.

Präsident: Wie spielt sich die Zusammenarbeit zwischen dem Roten Kreuz und der humanitären Hilfe konkret ab?

Raedersdorf: Das IKRK hat ja das Mandat, in Kriegsgebieten tätig zu werden. Wir dagegen haben immer wieder das Problem, dass wir keinen einzigen Freiwilligen zwingen können, in diese Gebiete hineinzugehen. Wir unterstützen das IKRK in finanzieller Hinsicht und mit Nahrungsmitteln. (Auf eine Frage des Präsidenten:) Es ist das Rote Kreuz, das befiehlt; wir stellen ihm die Mittel zur Verfügung. In den letzten beiden Jahren haben wir dem IKRK 13 Millionen Franken für Ex-Jugoslawien zur Verfügung gestellt. Wir machen nur die Warenlieferung oder stellen das Geld zur Verfügung.

Präsident: Aber Sie sprachen doch vorhin vom Hineingehen? Das wären dann die anderen, die hineingehen?

Raedersdorf: Nein, zum Teil sind das auch Mitarbeiter der humanitären Hilfe. Wir haben zwei Möglichkeiten: Einerseits stellen wir anderen Organisationen Geld oder Nahrungsmittel zur Verfügung; das ist die humanitäre Zusammenarbeit. Andererseits können wir mit den Freiwilligen des Korps selber Aktionen durchführen. Von den 75 Millionen Franken, die in den letzten zwei Jahren in diesem Konfliktgebiet ausgegeben wurden, sind knapp 63 Millionen für andere Organisationen zur Verfügung gestellt worden und knapp 13 Millionen für das schweizerische Katastrophenkorps.

M. Delalay: La Suisse entreprend-elle une action ou envisage-t-elle une action sur le plan diplomatique? Quelle est la position du Conseil fédéral quant à son action en faveur de la paix, de la recherche d'une solution négociée en ex-Yougoslavie?

Onken: Wir empfinden ja alle die Ohnmacht auf der politisch-diplomatischen Ebene; da sind die Möglichkeiten begrenzt, umso mehr müssen wir auf der Ebene, auf der wir etwas leisten können, d. h. auf der humanitären, präsent sein. - Fragen: 1. Herr Raedersdorf, Sie sagen, dass Sie mit Blick auf die Bundesfinanzen keinen Nachtragskredit anbegehren wollen. Sie haben offenbar genügend personelle und finanzielle Mittel und stossen diesbezüglich nicht an Grenzen. - 2. Wie ist die Situation in den umliegenden Ländern, z. B. in Ungarn oder in Slowenien, von denen man ja weiss, dass sie ganz besonders unter den Flüchtlingsströmen zu leiden hatten?

Schiesser: Ich möchte gleich eine Frage in diesem Zusammenhang anschliessen. Humanitäre Hilfe ist ja der Bereich, in dem wir derzeit tätig werden können, alles andere ist für uns weitgehend ausser Reichweite. Es ist wirklich diese Ohnmacht, die einem stark zu schaffen macht. Herr Raedersdorf hat es angetönt: der Winter steht wieder vor der Türe. Gibt es besondere Vorkehrungen, um die Folgen des Winters irgendwie zu mildern?

Ich möchte noch ein paar grundsätzliche Fragen aufwerfen: Herr Bundesrat Cotti hat das Problem der Anerkennung von gewaltsam veränderten Grenzen angesprochen, also die Anerkennung von Terraingewinnen durch Krieg. Wir sind ja in diesem Konflikt mit der Tatsache konfrontiert, dass insbesondere Serbien einen wesentlichen Teil des früheren Bosnien-Herzegowina besetzt hält, erobert hat - jedenfalls mehr, als aufgrund der Bevölkerungszahl den Serben zustünde. Ich möchte den Bundesrat fragen: Wenn es aufgrund dieser Aufteilung der Gebiete zwischen den drei beteiligten Parteien zu einem Friedensabkommen käme, wäre das auch eine Anerkennung von gewaltsam veränderten Grenzen, oder würde man davon ausgehen, dass es sich hier um gegenseitig anerkannte Gebietsverschiebungen handelt? Für mich ist das eine ganz zentrale Frage, denn wenn die internationale Staatengemeinschaft den Grundsatz fallen lässt, wonach gewaltsam veränderte Grenzen nicht anerkannt werden dürfen, dann werden wir einen Flächenbrand erleben, der sich weiter in Europa ausbreiten und sich auch nach Asien hineinziehen wird, und dann ist die ganze Grundlage der Friedensordnung nach dem 2. Weltkrieg erschüttert.

Herr Bundesrat Cotti hat die Folgen des Embargos gegen Serbien und Montenegro angesprochen. Als Aussenstehender sind diese Folgen schwer abzuschätzen; man liest, dass Lieferungen nach Montenegro nicht mehr erfolgen, man hört, dass die Bevölkerung in Ex-Jugoslawien hungert. Ist auf der internationalen Ebene derzeit irgend etwas vorgesehen, um dieses Embargo zu lockern?

Was gedenkt man zu tun, wenn sich die Ereignisse zuspitzen sollten und sich dieses Embargo weiter auswirkt? Eines möchte ich aber beifügen: Es war die serbische Bevölkerung, die das heutige Regime in Wahlen bestätigt hat und damit auch den Kurs, den die Regierung von Herrn Milosevic eingeschlagen hat.

Wir haben in der letzten Zeit von Lagern gehört, die von den bosnischen Kroaten gehalten werden und mit Muslimen gefüllt sind. Es wird uns gesagt, dass in diesen Lagern grauenhafte Zustände herrschen. Gibt es für die Schweiz irgendwelche Möglichkeiten, in diese Lager zu gelangen und den Leuten dort irgendwelche Hilfe zukommen zu lassen? Es handelt sich offenbar um Lager in der Umgebung von Mostar, die mit denen, die von den Serben gehalten wurden, sehr wohl vergleichbar sind, und wir kennen die Zustände, die in diesen Lagern geherrscht haben.

Bundesrat **Cotti**: Herr Onken hat nach den Nachtragskrediten gefragt. Ich bin der Auffassung, dass in dieser Frage sogar die finanziellen Grenzen, die heute mehr in Erscheinung treten als früher, weichen müssen gegenüber einer Verpflichtung, die viel mehr als nur politischer Natur ist. Wir sind daher schon vor ein paar Monaten mit einem verhältnismässig hohen Nachtragskreditbegehren vor den Bundesrat getreten - es ging um 25 Millionen Franken, was einen Drittel des Gesamtbetrages darstellt, der bisher in Ex-Jugoslawien ausgegeben wurde -, und der Bundesrat war sehr offen für dieses Begehren. Wenn es also dringend nötig ist, Herr Raedersdorf, kommen Sie; was sind 75 Millionen gegenüber dem, was nötig wäre? Sie wissen, dass die Mathematik hier kein Kriterium ist wie in anderen Bereichen der Politik. Ich bin überzeugt, dass der Bundesrat die ganz besonders dramatische Lage von Ex-Jugoslawien anerkennen und entsprechen handeln und dass das Parlament ohne weiteres folgen wird.

Zur diplomatischen Lösung: Die Verhandlungen in Genf laufen unter der gemeinsamen Federführung der UNO und der EG, und die Schweiz nimmt daran teil, indem wir in den sogenannten Steering committees vertreten sind. Wir verfolgen den Gang der Verhandlungen täglich, aber es ist schon so, dass, mit Ausnahme der militärischen Intervention, die Möglichkeiten in Genf ausgeschöpft worden sind. Das Gefühl der Ohnmacht verspürt man auch hier. Wenn man irgendeine Möglichkeit sähe, die zu einer Lösung führen würde, wären wir die ersten, die dabei wären. In Anbetracht dessen, was z. B. Norwegen in den letzten Monaten für die Annäherung zwischen den Israelis und der PLO gemacht hat, müssen wir uns fragen, ob nicht auch die Schweiz irgendwo aktiv werden und ganz spezifisch operieren könnte. Natürlich können wir nicht überall dabeisein, wir müssen Akzente setzen. Da wir jetzt mit Botschafter Brunner den Beauftragten des Sicherheitsrates für eine mögliche Befriedung Georgiens stellen, könnte Georgien zu einem Schwerpunkt unserer Aufmerksamkeit werden. Ich lasse das noch offen; aber ich betrachte es als absolut notwendig, dass wir in den nächsten Jahren wirklich aktiv werden und dort, wo die Möglichkeiten realistisch sind, auch einmal etwas wagen. Im Falle von Jugoslawien ist aber die Palette der Möglichkeiten so

erschöpfend studiert worden, und die Beauftragten von UNO und EG sind so gewichtig, dass der Handlungsspielraum für die Schweiz minimal ist.

Herr Schiesser, Sie haben eine sehr wichtige Frage gestellt: Wird im Falle einer Einigung gesagt werden müssen, dass diese Einigung erzwungen worden sei und eine Sanktion der gewaltsamen Eroberung darstelle? Es ist ausserordentlich schwierig, hier eine Antwort zu geben. Sicher steht die muslimische Seite unter einem unmöglichen Druck, und wenn sie keine Alternativen sieht, könnte sie letztenendes in eine solche Lösung einsteigen. Aber der Spielraum der muslimischen Seite besteht: die letzte Lösungsmöglichkeit wurde ja von den Muslims verworfen. Erst am Ende wird man ein Urteil über die sehr schwerwiegende Frage geben können, die Sie aufgeworfen haben.

Noch ein Wort über den berühmten, vor kurzem lancierten Plan Balladur, dessen Konturen wir nicht genau kennen und der sich in die heutigen, noch nicht stark abgesicherten Sicherheitsstrukturen unseres Kontinentes einschaltet. Der Plan Balladur legt viel Gewicht auf die Minderheitenfrage; ein zentrales Thema wird sein, inwieweit hier Grenzkorrekturen mitspielen können. Wie Sie wissen, ist die EG jetzt daran, diesen Plan näher zu prüfen.

Von Däniken: Herr Schiesser hat nach den Folgen des Embargos gefragt. Meines Wissens gibt es noch keine konkreten Vorschläge zur Aufhebung dieses Embargos. Die Meinung in Genf ist aber, dass, sobald einmal eine Einigung erzielt wird, die Sanktionen sehr rasch aufgehoben werden sollen.

Schiesser: Herr Botschafter, wir haben in unserer Kommission schon verschiedentlich über dieses Embargo gesprochen, und es wurde uns erklärt, dass dieses Embargo nicht generell sei, sondern dass humanitäre Güter ausgenommen seien. Sind denn Nahrungsmittellieferungen nicht ausgenommen?

Von Däniken: Ich müsste den Text der Verordnung noch einmal ansehen, aber ich glaube, Nahrungsmittel aus humanitären Gründen sind zugelassen.

Raedersdorf: Ich verstehe alle, die sagen, auf politischer Ebene bestehe Ohnmacht, darum müsse man unbedingt mit humanitären Aktionen helfen. Wir sind zum Teil genau gleicher Meinung. Wie gesagt, in Bosnien-Herzegowina wird nur das IKRK zugelassen, mit grosser Mühe auch das HCR; NGO's aber, Hilfswerke, werden einfach nicht hineingelassen. Wir haben die grösste Mühe, nach Mostar hineinzukommen, wo wir Projekte haben. Herr Nationalrat Mühlemann war dort; er konnte nur in die Stadt, weil der Bürgermeister ihn selber hineingefahren hat. Wir durften mit unseren Leuten nicht hineinfahren. Man versucht jetzt auch, mit Flugzeugen hineinzukommen und Lasten abzuwerfen. Das ist richtig, aber man vergisst, dass die andere Seite ebenfalls die Mittel kriegen kann - die Territorien sind dermassen verzahnt. In Mostar sind ja alle drei ethnischen

Gruppen vertreten, und es ist schwierig, aus der Luft die Lasten so zu werfen, dass sie denjenigen zugute kommen, die man erreichen will und dass sie dabei niemanden verletzen. Diese Probleme werden international geprüft, damit man wenigstens die humanitäre Hilfe aufrechterhalten kann. Das ist der Grund, dass wir hier versuchen, wenigstens finanziell unseren Beitrag an diese Organisationen zu geben. Wir wissen, dass diese Lager in der Gegend von Mostar bestehen, kommen aber nicht hinein. Darum unterstützen wir die Aktionen des IKRK; wir suchen jede Möglichkeit, etwas zu tun.

Herr Onken hat gefragt, ob wir zu wenig Leute oder zu wenig finanzielle Mittel hätten. Ich würde nie sagen - ich habe eine ausgezeichnete Equipe von 40 Damen und Herrn -, weil wir zu wenig Mittel hätten, könnten wir eine Aufgabe nicht annehmen. Unser Departementschef hat es gesagt, dass wir sofort handeln werden, wenn es nötig ist. Das heisst auch, dass der Bundesrat uns sofort einen Nachtragskredit geben würde. Aber jetzt im Moment kommen keine Gesuche von den internationalen Organisationen, auch wenn die 180 Millionen Dollar, die das HCR z. B. bis zum Jahresende braucht, noch nicht ganz gedeckt sind. So werden wir im September vermutlich keinen Nachtragskredit beantragen; aber wenn es nötig werden sollte, werden wir dies sofort tun. Ich glaube, Sie möchten auch nicht, dass wir einfach 20, 50 oder 80 Millionen Franken beantragen, ohne dies genau begründen zu können.

Rüesch: Ich bin sehr zufrieden darüber, dass Herr Raedersdorf die Sache realistisch einschätzt. Die Gefahr besteht, dass man angesichts einer solchen Ohnmacht einfach sein Gewissen beruhigen will, indem man das Geld zum Fenster hinauswirft, ungeachtet dessen, ob die Mittel je ihr Ziel erreichen oder ob man am Schluss noch die Serben füttert. Wenn solches bekannt werden sollte, würde es dem Gedanken der humanitären Hilfe ausserordentlich schaden. Wenn dagegen einigermaßen die Gewissheit besteht, dass die Mittel das Ziel erreichen, wird hier das Parlament trotz der angespannten Finanzlage Nachtragskredite bewilligen.

Präsident: Ich möchte eine etwas differenziertere Meinung zum Ausdruck bringen. Ich glaube, wenn es um das Überleben von Menschen geht, dann sollte es keine Rolle spielen, ob es sich um Serben, Kroaten oder Bosnier handelt. Es ist doch der Sinn der humanitären Hilfe, dass man da nicht unterscheidet. Wenn es aber um weitere Hilfe geht, stimme ich Herrn Rüesch voll zu; dort wäre es wirklich Symptomtherapie. Ich erinnere mich an eine Fernsehsendung, in der gezeigt wurde, wie eine bombardierte Brücke mit Hilfgeldern wieder aufgestellt und anschliessend gleich wieder zerstört wurde. Solche Symptomtherapien sollte man vermeiden und man sollte versuchen - im Sinne der Ausführungen von Bundesrat Cotti -, die Sache an den Wurzeln abstellen zu können, etwa durch diplomatische Interventionen.

Rüesch: Ich habe auch nichts dagegen, wenn man die serbische Zivilbevölkerung, die hungert, füttert; aber nicht die

serbische Armee. Wenn die serbische Armee Nahrungsmittellieferungen kapern kann, wird sie das Geld, das sie dadurch erspart, gleich wieder in Waffen umsetzen. Damit würden wir nur den Angreifer stärken, und das wäre nicht der Sinn der humanitären Hilfe.

Bloetzer: Diese sehr interessanten Ausführungen bringen mich zur Frage, ob die Strukturen der internationalen Völkergemeinschaft für die heutigen Bedürfnisse, wie sie in Ex-Jugoslawien oder in Palästina z. B. entstehen, noch genügen? Gestern haben wir gehört, dass das IKRK grössenmässig an eine Grenze angekommen ist, und ich frage mich, ob wir nicht gerade seitens der Schweiz überprüfen sollten, ob diese Strukturen noch angepasst sind.

Raedersdorf: Herr Bloetzer, solange kein so ernster Konflikt besteht, dass man Mühe hat, an die Opfer heranzukommen, genügen die heutigen Strukturen. Was aber nicht genügt, ist das Ausmass: wir haben heute über 30 Konfliktgebiete, die denen in Jugoslawien vergleichbar sind, man spricht nur nicht so viel davon. Hier wird noch enorm viel auf uns zukommen. Wir haben letztes Jahr unseren Personalbestand um 10 Stellen erhöht, und wir werden in dieser Richtung weiterfahren, denn von den Bedürfnissen her drängt sich ein Ausbau aus. Ich möchte hier nicht klagen, sondern nur feststellen, dass enorme Anforderungen auf uns, wie auf alle Industrieländer, zukommen. Aber im Moment genügen in Jugoslawien die Strukturen, sofern die Transporte durchkommen.

Sollen auch die Serben Hilfsgüter bekommen? Wir müssen ja genau prüfen, was wir machen, und wir haben ja von Ihnen das Mandat erhalten, dass wir neutral, unabhängig von Religion, Politik und Ethnie handeln sollen. Das Opfer zählt. Hier handeln wir sicher in ihrem Sinn.

Werden spezielle Vorkehrungen getroffen für den Winter? Wir müssen die Lage in den umliegenden Ländern anschauen: 90 Prozent der Flüchtlinge, die ausserhalb Bosniens in Ex-Jugoslawien und in Ungarn leben, sind in Familien untergebracht. Dort entstehen je länger je mehr Konflikte. Wir wissen, dass die kroatischen Familien ihre eigenen Leute hinausekeln, und die, die nicht nach Bosnien zurückkehren können, werden in zwei Lagern gesammelt, auf einer Insel an der Küste. Die Spannungen sind unendlich, das haben wir schon letzten Winter festgestellt: da sind in einer Zweizimmerwohnung oft 12 Leute untergebracht, die dort überleben sollen. Es tut sich etwas, ich glaube aber nicht, dass es so schlimm sein wird, das auch hier schon in diesem Winter wieder Bewegung entstehen wird. In Slowenien, in Kroatien und in Bosnien haben wir 23 wintersichere Projekte erstellt.

Zu den anderen Ländern, die um den Konfliktherd herumliegen - Montenegro, Mazedonien, Kosovo -: Dorthin werden wir im Oktober eine Mission entsenden, um abzuklären, wie wir weiterhelfen können. Wir beobachten also vor Ort, und zwar werden wir sicher nicht alleine dort sein.

Präsident: Herr Bundesrat Cotti lässt eine Übersicht über die verschiedenen Kredite verteilen (siehe Anhang 1).

Onken: Herr Bundesrat Cotti hat die Brückenbauerfunktion von Norwegen im israelisch-palästinensischen Konflikt erwähnt und gesagt, dass dies unter Umständen auch eine Aufgabe für die Schweiz sein könnte. Er hat das Beispiel Georgien genannt. Ich habe kürzlich in der "NZZ" einen Artikel gelesen, bei dem es um das Embargo gegen den Irak ging. Dieser sehr differenzierte Artikel kam zum Schluss, dass dieses Embargo sein Ziel völlig verfehlt und letztlich dazu führt, dass die Position von Saddam Hussein in diesem Land noch gestärkt wird. Ich habe mich gefragt: Wer versucht eigentlich, auf den Irak bezogen noch irgendeine diplomatisch-politische Funktion wahrzunehmen? Die ganze Welt würde sich wünschen, dass dieser Diktator ganz verschwände; aber das "Gespräch" sucht niemand mehr. Auch da könnte vielleicht eine diplomatische Offensive zu Veränderungen führen. Ob die Schweiz das geeignete Land ist, weiss ich nicht, aber ich wollte diesen Gedanken doch noch ins Spiel bringen.

Präsident: Wir nehmen im zustimmenden Sinne davon Kenntnis, dass der Bundesrat sich mit dem Gedanken befasst, eine aktivere friedensfördernde Rolle zu spielen.

Bundesrat Cotti: Ich habe den Fall von Norwegen erwähnt, ohne genau zu wissen, auf welche Weise es seine Vermittlerrolle wahrgenommen hat. Wenn wir sie dann näher kennen, werden wir wohl sehen, dass hier ein Kleinstaat eine Dienstleistung erbracht hat, die von grosser Bedeutung ist. - Wenn wir, übrigens, an unsere Tradition anknüpfend, daran denken, irgendwo aktiv zu werden, geht es natürlich nicht darum, irgendwelchen Prestigegegedanken zu frönen; vielmehr müsste man ganz realistisch prüfen, ob es irgendwo eine Möglichkeit gibt, etwas zu wagen und internationale Verantwortung zu übernehmen. Dass eine solche Aktion, falls sie positiv verläuft, sich für die Stellung der Schweiz auf internationaler Ebene positiv auswirken würde, wäre eine begrüssenswerte Nebenfolge.

Wenige Wochen nach meinem Amtsantritt habe ich einen Anruf von Herrn Boutros Ghali bekommen. Er bat mich, ihm mitzuteilen, ob Herr Botschafter Brunner die Vermittlungsfunktion in Georgien übernehmen könne. Herr Brunner war gerade daran, seine Position in Paris zu übernehmen. Wir haben diese Vermittlerrolle nicht offeriert, Herr Boutros Ghali hat uns von sich aus angefragt, und es ist klar, dass wir nun dort über ein gewisses Know-how verfügen, und unter Umständen könnten da Möglichkeiten für unser Land entstehen. Herr Brunner versucht jetzt, eine erste Konferenz zwischen den Kriegsparteien einzuberufen, und wenn dies zu Resultaten führt, sollten wir uns auf Georgien konzentrieren, denn wir können nicht überall tätig sein.

Bloetzer: Herr Onken, als Mitglied des Unterausschusses Naher Osten des Europarates kenne ich die Verhältnisse im Nahen Osten aus eigener Anschauung und aus Diskussionen sowohl mit den

Israelis als auch mit den Palästinensern, den Ägyptern und den Jordaniern. Ich konnte feststellen, dass in den letzten Monaten die Bereitschaft zur Friedensförderung wirklich vorhanden war und dass auf beiden Seiten eine Veränderung der Grundeinstellung wahrnehmbar ist. Ich will die Leistung von Norwegen nicht hinunterspielen, aber entscheidend ist sicher, dass im Konfliktraum selbst die Bereitschaft zum Frieden und zur Veränderung vorhanden ist. Ohne diese Bereitschaft nützt die beste diplomatische Kunst relativ wenig. Was Bundesrat Cotti gesagt hat, scheint mir richtig: Man muss immer abwägen, ob der Aufwand und die Chance eines Resultats in einem gesunden Verhältnis stehen.

Gadient: Ich möchte das noch unterstreichen: bei Norwegen waren die Voraussetzungen grundlegend anders. Aber es scheint mir, dass Herr Bundesrat Cotti mit der Linie, die er uns aufgezeigt hat, absolut auf dem rechten Weg ist. Wie Herr Bloetzer gesagt hat, muss die Bereitschaft im Konfliktraum mindestens ansatzweise vorhanden sein, und hier kann man in der Analyse nicht sorgfältig genug sein. Ich habe die Entwicklung in Jugoslawien seit 1975 mitverfolgt, zum Teil war ich noch unter dem alten Regime vor Ort. In diesem Vielvölkerstaat herrschen ungemein komplexe und schwierige Verhältnisse, die fast einmalig sind in Europa; das kann ins Auge gehen. Deshalb kann man wohl nicht umsichtig genug sein; aber, von realistischer Einschätzung der Dinge getragen, müssen wir danach trachten, unseren Beitrag zu leisten.

Präsident: Die Diskussion zu diesem Punkt ist etwas länger ausgefallen, als ich es erwartet hatte. Ich habe übersehen, dass dieser Punkt erst für den zweiten Tag angesetzt war. Sonst habe ich immer darauf bestanden - und das Sekretariat hätte es eigentlich wissen müssen -, dass man das Traktandum Aktualitäten am Abend behandelt, mit Open end. Leider sind wir nun etwas in Zeitnot. Herr Bundesrat Cotti hat damit gerechnet, dass er um 09.00 Uhr fertig ist. Die Zeitangaben auf der Einladung sind nur Schätzungen, nicht Garantieren; jedesmal versuche ich sie zu verhindern, und dann sind sie doch wieder drauf.

5.2 Türkei

M. Cotti, conseiller fédéral: Les actualités de politique étrangère peuvent évidemment nous occuper une journée entière à chaque séance. Je vous suis donc reconnaissant de fixer un délai, car nous devons pouvoir programmer notre emploi du temps quotidien.

Les otages suisses actuellement détenus font l'objet de notre préoccupation prioritaire dans nos relations avec la Turquie. Par conséquent, jusqu'à leur libération nous serons concentrés presque uniquement sur ce travail au détriment de toutes les autres questions. La recrudescence de la tension conflictuelle en Turquie après la trêve unilatéralement déclarée par les

Kurdes au printemps est très forte. On parle d'un millier de morts parmi les Kurdes au cours de ces derniers mois. Je ne souhaite pas faire - pour l'instant - de commentaires sur le déroulement des événements du 24 juin et la suite de ceux-ci, puisque la question des otages est actuellement essentielle. Je précise que - sur la base des indications que nous recevons - la collaboration entre les autorités turques et nos représentants sur place est bonne. Elle est tout aussi efficace que celle existant avec les Allemands, les Italiens et les Néo-Zélandais. Par conséquent, nous réservons encore nos commentaires sur le développement de la situation après la "tuerie" de l'ambassade de Turquie à Berne. Le moment viendra où nous aurons l'occasion, avec les commissions concernées, de tirer un bilan définitif de cette fâcheuse aventure. En ce qui concerne la question des otages, nous travaillons en parfait accord avec les gouvernements des Etats dont certains ressortissants sont également détenus, en particulier avec les Allemands et les Italiens. A Ankara, nous tenons des réunions systématiques entre les représentants diplomatiques des quatre pays et le ministère de l'intérieur de Turquie. M. von Däniken est à la tête du groupe que nous avons mis sur pied après la prise d'otages et qui a pour but leur libération. Il s'est rendu en France pour s'informer sur l'expérience effectuée par les Français au mois de juillet. La situation est très incertaine, car les communications émanant du secteur kurde sont parfois totalement contradictoires. Elle est difficile, car l'attitude des Italiens n'a pas toujours été très claire. De plus, les centres de pouvoir effectif des Kurdes sont difficile à déterminer. En conclusion, je reste modérément optimiste quant à la possibilité de libération des otages. Je suis en même temps conscient des graves dangers auxquels sont exposés ces derniers, car ils se trouvent dans une région où la guérilla est un fait quotidien. En outre, le mécanisme de libération ne manquera pas de poser quelques problèmes, car les Turcs ne laisseront pas les Kurdes agir à leur guise. Par conséquent, l'idée de remettre les otages à des représentants des pays de résidence des otages doit être examinée en profondeur.

Herr von Däniken hat im Moment nichts beizufügen.

M. Cavadini Jean: Je comprends la nécessité de respecter la discrétion du département dans cette affaire, ainsi que notre horaire. Néanmoins, peut-on m'indiquer s'il y a une relation entre les tirs de l'ambassade turque le 24 juin 1993 et la prise d'otages suisses? Nous devons reprendre effectivement plus tard l'analyse du déroulement des événements du 24 juin: l'interdiction de la manifestation et l'incapacité policière à contenir cette dernière devant l'ambassade turque.

M. Cotti, conseiller fédéral: Nous n'avons aucun indice, aucun élément qui nous incite à établir une relation entre les deux événements. Il semblerait d'ailleurs - selon certaines indications - que lors de la prise d'otages, les Kurdes croyaient avoir capturé des Suédois. En effet, les premiers communiqués faisaient état d'une prise d'otages suédois.

Präsident: Ich verstehe, dass man sagt, dass die Geiseln erste Priorität haben; aber ist das wirklich das Höchste, was wir jetzt zu tun hätten?

Bundesrat Cotti: Selbstverständlich, Herr Präsident! Hier geht es um Menschenleben, und das ist das Erste, das muss ich Ihnen in aller Offenheit und ohne jeglichen Vorbehalt sagen. Das ist seit dem ersten Tag der Geiselnahme unsere klare Haltung .

Präsident: Ich bin nicht Bundesrat und dem entsprechend auch nicht so verantwortlich; aber ich möchte doch gewisse Grenzen ziehen. Sicher gilt es, Werte abzuwägen, aber irgendwo gibt es doch einen Punkt, wo man auch andere Interessen sehen muss.

Bundesrat Cotti: Wenn Sie mir sagen, es gäbe andere Interessen, die gegenüber Menschenleben abzuwägen seien, ist dies gegen die einstimmige Meinung des Bundesrates.

Präsident: Richtig, aber es gibt Menschenleben da und es gibt Menschenleben dort. Die Einhaltung von grundsätzlichen Prinzipien des Zusammenlebens in einem Staat schützen im Endeffekt sogar sehr viele Menschenleben. Nur prinzipiell möchte ich doch eine gewisse Interessenabwägung sehen.

Bundesrat Cotti: Ich verstehe nur nicht, was Sie mit diesen Prinzipien meinen. Beziehen Sie sich auf die Frage der türkischen Botschaft?

Präsident: Auf die Frage der Beziehungen mit der Türkei beispielsweise. Nach den Ereignissen vor der türkischen Botschaft muss die Schweiz mit der Türkei wieder eine Einigung finden, und zwar so rasch wie möglich; denn die Türkei ist das führende Land in der islamischen Welt. Ich kenne die Sache nicht konkret; aber grundsätzlich möchte ich doch alle Aspekte gewahrt sehen, nicht nur bezogen auf die Geiselnahmen.

Bundesrat Cotti: Wie gesagt, über die Beziehungen zur Türkei habe ich mich nicht ausgesprochen. Die Türkei scheint, so gut sie kann, bei der Geiselfrage voll mitzuarbeiten, und ich bitte Sie, über dieses Thema ein andermal zu diskutieren.

M. Delalay: Je comprends que la question des otages est actuellement prioritaire et qu'il est indispensable d'être discret. Cependant, j'aimerais connaître les considérations qui ont amené le Conseil fédéral à demander la levée de l'immunité diplomatique de l'ambassadeur turc. Cette démarche avait peu de chance de succès, alors quel était l'objectif?

M. Cotti, conseiller fédéral: Des personnes m'attendent depuis 09.00h parce que vous m'aviez donné ce délai pour traiter ce point de l'ordre du jour. Je sais pertinemment que nous devrions discuter une heure ou deux de cette question, mais ce n'est pas possible ce matin.

Le Conseil fédéral s'est trouvé confronté à cette "tuerie" devant l'ambassade turque. Il ne peut pas permettre qu'on tire tous azimuts des locaux d'une ambassade qui se situe dans notre pays. Il a retiré quelques expériences d'événements comparables qui se sont déroulés dans d'autres pays comme la Grande-Bretagne qui a dû régler l'affaire de l'ambassade libyenne. Les ambassades ne sont pas des stands de tir. Cette prise de position du Conseil fédéral était claire et nette. Mais, je reconnais la nécessité d'une discussion ultérieure - comme l'a demandée M. Cavadini - approfondie sur le problème de la sécurité à assurer pour les ambassades.

Le Conseil fédéral devait-il agir comme les Anglais et renvoyer simplement le responsable politique de l'ambassade? Ou bien, devait-il opter pour le maintien de l'Etat de droit, d'autant que les Turcs ont prétendu dès le début qu'ils se trouvaient dans une situation de légitime défense, et suivre l'avis de l'autorité judiciaire compétente? Le Conseil fédéral a choisi la seconde solution. Le simple renvoi aurait entraîné la même réaction de la part des Turcs que la demande de levée de l'immunité diplomatique pour les personnes soupçonnées par le Procureur de la Confédération et les autorités judiciaires de Berne. J'ai indiqué personnellement à l'ambassadeur turc que je comprenais très bien qu'il invoque la légitime défense, mais qu'il devait alors permettre à la justice de notre Etat de droit de vérifier le bien-fondé de ses affirmations. Je souligne que le même jour, à Munich, à Marseille et dans d'autres villes européennes, les Kurdes ont agi de la même manière. Aucun autre ambassadeur, ni aucun consul ne s'est mis à tirer. Le Conseil fédéral considère cet événement comme très grave. Mais, il ne s'agit pas d'altérer les relations ultérieures avec la Turquie. D'ailleurs, la bonne collaboration actuelle avec les autorités de ce pays devrait permettre de normaliser la situation à court terme.

5.3 Naher Osten

M. Ducrey: La déclaration de principe sur l'autonomie des Territoires occupés constituera véritablement une étape historique dans le règlement de la question du Proche-Orient. Le conflit qui opposait la centrale palestinienne de Tunis et le gouvernement israélien représentait depuis 1948 le noyau dur de la crise qui a mobilisé la région. L'instrument mis au point par les deux parties au cours des huit mois de négociations prudentes et secrètes prévoit l'établissement d'une autorité intérimaire palestinienne qui devrait mener à un arrangement définitif basé sur les Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

La déclaration est très détaillée et intéressante, mais elle comporte certaines ambiguïtés. Il y a de parts et d'autres une très forte volonté d'aboutir qui a été confirmée par le fait que la déclaration a été acceptée à l'unanimité moins deux voix par le gouvernement israélien et par le Conseil central du Fatah à Tunis. Le président Arafat a signé l'accord de reconnaissance mutuelle hier soir à Tunis et actuellement c'est le premier ministre israélien qui fait de même à Jérusalem. Il

y aura ensuite une cérémonie officielle et solennelle qui se déroulera à la Maison-Blanche à Washington qui établira les bases d'une réconciliation - que l'on espère définitive - entre les parties.

Une période intérimaire de cinq ans est prévue. Elle débutera avec le retrait israélien de Gaza et de Jéricho. Les négociations sur le statut définitif devront commencer au plus tard trois ans après le début de cette période intérimaire. Elles s'annoncent assez difficiles, car elles porteront sur des réalités complexes: le statut de Jérusalem, les implantations des colons juifs dans les Territoires occupés, les réfugiés, les relations avec les voisins, etc. On peut ajouter à ces incertitudes des obstacles à venir, car tout le monde n'accepte pas de gaieté de coeur cet accord. Il y a des oppositions très fermes du côté palestinien, voire agressives ou menaçantes. Il en va de même du côté israélien, notamment au sein du Likoud. Le travail de persuasion sur le terrain pour assurer l'avenir de ce qui a été convenu reste donc important.

On s'attendait à des réactions mitigées de la part des pays voisins. Finalement, elles ont été plus positives que prévu. Il y a évidemment un effet d'entraînement à partir du moment où même la Syrie - bien que réticente - a accepté de donner son feu vert à ce processus de paix.

La Suisse apporte son ferme soutien à ce développement. Elle salue le courage politique exemplaire des principaux protagonistes. Par ailleurs, il est évident que la communauté internationale sera sollicitée pour aider les Palestiniens à rendre cet accord crédible sur le terrain, plus particulièrement à Gaza où la situation est extrêmement difficile sur le plan politique, économique et social. La solidarité internationale sera indispensable pour éviter que cette communauté soit désenchantée d'ici quelques semaines par le fait que rien ne change pour elle. Elle pourrait en ce cas devenir une proie facile pour les mouvements extrémistes comme Hamas.

Bloetzer: Als Mitglied des Unterausschusses Nahost des Europarates möchte ich voll bestätigen, was Herr Botschafter Ducrey gesagt hat. Ich war in Westbank und im Gazastreifen, und habe gesehen, welche Zustände dort herrschen. Ich teile die Ansicht, dass es einen enormen Aufwand braucht, um in diesen Gebieten mehr als nur das Überleben der Bevölkerung zu sichern; das allein genügt nicht, vielmehr muss hier auch investiert und es müssen Verhältnisse geschaffen werden, in denen die palästinensische Bevölkerung an den Frieden glauben kann. Die UNO und das IKRK, die dort sind, konnten bisher nichts bieten als Hilfe zum Überleben. Es bestehen Pläne und Projekte, aber es wird sehr viele Mittel brauchen. Sowohl Israel als auch die Palästinenser erwarten nicht nur von der UNO und von den USA, sondern auch von Europa und insbesondere von der Schweiz eine aktive Hilfe für den Wiederaufbau. Das ist eine wichtige Voraussetzung, um diesem Friedenswerk Bestand zu geben. Wichtig ist ebenfalls, dass man sich dafür einsetzt, dass Demokratie und Menschenrechte in diesem Raum den Stellenwert erhalten, den wir selber für richtig halten. Das ist die zweite Voraussetzung, um den Frieden langfristig zu sichern.

Präsident: Wir schliessen uns der Bewunderung für das Erreichte, die Herr Botschafter Ducrey zum Ausdruck gebracht hat, an, und wir sind froh, dass die eingeschlagene Richtung vielversprechend ist. Im Sinne der vorherigen Diskussion sähen wir es auch gerne, wenn in einem künftigen Fall die Schweiz eine so gute Rolle spielen könnte, wie sie hier Norwegen gespielt hat.

M. Ducrey: Nous avons déjà établi des contacts avec des représentants de la Centrale palestinienne de Tunis avant d'être informés de cette spectaculaire évolution, afin d'étudier en commun les possibilités d'un développement économique régional. Nous avons agi sur le plan bilatéral et dans un contexte multilatéral. Ce dialogue sera sans doute accéléré compte tenu du contexte.

Präsident: Und wenn man dann einen spektakulären Erfolg hätte, brauchte man das Licht nicht unter den Scheffel zu stellen.

8. Vorbereitung der Sitzung vom 21. und 22. Oktober 1993

Liste der vorgesehenen Traktanden siehe Anhang 2.

Präsident: Das Sekretariat schlägt vor, die Sitzungsdauer auf einen Tag zu beschränken, sofern nicht noch andere Wünsche angebracht werden.

Bloetzer: Der Vorfall mit der Türkei sollte einmal etwas gründlicher besprochen werden. Auch die Entwicklung im mittleren Osten sollte weiterverfolgt werden. Es wäre sicher sinnvoll, wenn wir über aktuelle aussenpolitische Fragen einmal ohne Zeitdruck diskutieren könnten. Zur Not wäre dies auch ohne Bundesrat möglich.

Rüesch: Aufgrund dieser Überlegungen schlage ich vor, dass wir am 21. Oktober wieder um 16.00 Uhr beginnen; so haben wir am Abend Zeit für solche Diskussionen, und die technischen Fragen können am nächsten Morgen behandelt werden.

Gadient: Eine gründliche Vorbereitung muss aber vorausgesetzt werden; sonst suchen wir nach Themen, nur um die beiden Tage auszufüllen. Mir scheint, es würde genügen, an einem Tag zusammenzukommen; zwei oder drei Stunden wären auch so für diese Thematik verfügbar. Sonst gibt es wieder eine Übernachtung in Bern, und das ist ein bisschen ein Luxus. Der Bundesrat müsste m. E. ohnehin dabeisein. Angesichts des sehr hohen Informationsgrades aufgrund der sehr kompetenten Analysen in den Tageszeitungen sind die zusätzlichen Informationsmöglichkeiten, die uns hier geboten werden können, sehr begrenzt. In dieses Grenzfeld hinein müssen wir vermehrt stossen können.

Onken: Ich unterstütze das, was Herr Gadiant gesagt hat: Man hat hier sehr oft nicht den Eindruck, die zusätzlichen Hintergrundinformationen zu bekommen, die eine aussenpolitische Kommission braucht. Auf Seiten der Verwaltung muss die Bereitschaft wachsen, uns mehr und bessere Informationen zu geben. Das müssen wir immer wieder anfordern. Vielleicht muss auch die Vorbereitung einer solchen Sitzung durch gezielte Fragen unsererseits verbessert werden.

Präsident: Einverstanden. Wir könnten z. B. Herrn Botschafter Brunner einladen.

Onken: Oder wir könnten den IWF-Direktor der Schweiz einmal anhören und uns über seine bisherigen Erfahrungen an der Front informieren lassen.

Präsident: Gut, für Anregungen bin ich dankbar; sie können auch direkt an das Sekretariat gehen. Wir beginnen also am Nachmittag des 21. Oktober und benützen den Abend, um generell über aussenpolitische Aktualitäten zu sprechen, wobei einzelne konkrete Punkte vorbereitet werden.

Schiesser: Die Frage zur Türkei, die Herr Cavadini aufgeworfen hat, müssen wir auch noch einmal etwas deutlicher zur Diskussion stellen. Je länger wir zuwarten, desto mehr Distanz ergibt sich dazu. Ich gehe davon aus, dass diese Geiseln bis zur nächsten Sitzung befreit sind; dann müssen wir in nächster Zeit dieses Thema auf den Tisch bringen.

Präsident: Ich teile diese Auffassung:

Gadiant: Ich möchte anregen, dass man das Thema des ersten Tages, an dem wir genügend Zeit zur Verfügung haben, von der Verfügbarkeit der entsprechenden Personen abhängig macht. Zum Thema Türkei z. B. müsste auch die Europaratskomponente sorgfältig eingebracht werden, und ich wäre der Meinung, dass der Schweizer Botschafter in Ankara einmal angehört werden müsste. Dieser Mann könnte uns bestimmt einiges aus diesen Zusammenhängen vortragen, das wir nie über die Ämter des Departements erfahren. - Es kommt darauf an, wer verfügbar sein wird; aber nur gerade die Beamten anzuhören, ist einfach ein bisschen mager.

Rüesch: Für den November sind drei Sitzungstage reserviert. Es ist nicht anzunehmen, dass wir alle drei Tage brauchen.

Gadiant: Ich schlage vor, wieder den Donnerstag und Freitag vorzusehen.

Präsident: Sicher, über den Mittwoch können Sie verfügen.

9. Verschiedenes: entfällt

Schluss der Sitzung um 10.15 Uhr

ABTEILUNG HUMANITÄRE
HILFE UND SKH
Der Delegierte

Bern, 20. August 1993 RAE/LES/HUF

AIDE MEMOIRE, Stand 20.8.93

Tätigkeit der humanitären Hilfe in Ex-Jugoslawien ab 8/91

1. Finanzielle Unterstützung

August 1991 bis Mai 1992 (normales Budget 91/92)	3'404'460.-
Juni bis Dezember 1992 (normales Budget 92)	5'366'000.-
Ab Januar 1993 (normales Budget)	2'318'400.-
Warenwert OKK-Dosen (gratis)	2'765'000.-
Warenwert Käse, 840 t (gratis)	9'408'000.-
Warenwert Kartoffeln, 4'500 t (gratis)	1'500'000.-
1. Nachtragskredit (1.6.92)	10'000'000.-
2. Nachtragskredit (24.8.92)	15'000'000.-
1. Sonderkredit (26.4.93)	25'000'000.-

Total	74'761'860.-
--------------	---------------------

2. Personelle Unterstützung (o = aktuell im Einsatz)

- a) **3 Logistikexperte G-24, Brüssel/Genf**
Koordinationsaufgaben in der Arbeitsgruppe "Humanitäre Hilfe Ex-Jugoslawien"
8.7.-14.8.92 / 22.2.-12.7.93
- b) **2 Logistikexperte, Kroatien**
Abklärung Hilfebedürfnisse und Einsatzmöglichkeiten SKH
Aufbau der Infrastruktur UNHCR Planning Task Force, Zagreb
16.6.-23.10.92 / 1.11.-31.12.92 + 7.1.-28.2.93
- c) **① Logistikexperte, Serbien**
Abklärung Hilfebedürfnisse und Einsatzmöglichkeiten SKH, Belgrad
8.10.92-31.12.93
- d) **① (2) Logistikexperte, Bosnien-Herzegowina, Zentralbosnien**
Identifikation von geeigneten Unterkunftsprojekten, Koordination SKH-Projekte
Split / Grenzgebiet Bosnien-Herzegowina
15.12.92-31.12.93
- e) **① (1) Logistikexperte, Mazedonien**
Koordination der internationalen Hilfe, Zusammenarbeit mit UNHCR, Skopje
1.3.93-30.9.93

- 2 -

- f) **1 Planungsexperte, Kroatien/Bosnien-Herzegowina**
Koordinations- und Planungsaufgaben für die
UNHCR Planning Task Force, Zagreb
4.8.-30.11.92
- g) **1 SKH-Architekt**
Unterstützung der UNHCR Planning Task Force, Zagreb
Juli/August 92 (wochenweise)
- h) **① Planungsexperte, Serbien/Montenegro/Mazedonien**
Koordinations- und Planungsaufgaben für die
UNHCR Planning Task Force, Belgrad
1.11.92-31.12.93
- i) **1 Unterkunftsexperte**
UN Inter-Agency-Mission, Ex-Jugoslawien
August 92 (7 Tage)
- k) **② (8) SKH-Architekten und Baufachleute**
24 Bauprojekte für ca. 9'000 Flüchtlinge in Kroatien,
Slowenien und Bosnien-Herzegowina
Organisation und Ueberwachung der Ausführung der Bauarbeiten
24.8.92-30.12.93
- l) **1 Mitarbeiter Abt. Humanitäre Hilfe und SKH**
Teilnahme an KSZE-Mission "Inspection of places of detention"
in Bosnien-Herzegowina, geleitet von Sir John Thomson (UK)
September 92
- m) **1 Logistikexperte, Schweiz (Zentrale Bern): Serbien,
Montenegro, Vojvodina, Kosovo, Mazedonien**
Abklärungen und Evaluation für/von Hilfslieferungen (Käselogistik) und
Abklären von SKH-Einsatzmöglichkeiten
7.10.-27.11.92
- n) **2 Logistikexperte, Schweiz (Zentrale Bern)**
Unterstützung Käse- und Kartoffelaktionen
Sept. - Dez. 92 / März - Juli 93
- o) **1 Logistikexperte, Schweiz (Zentrale Bern)**
21.9.92-31.1.93
- p) **① (3) Mechaniker**
UNHCR-Transportpool für Bosnien-Herzegowina, Belgrad
14.12.92-31.12.93
- q) **2 Logistiker**
Kroatien-Zentralbosnien, Transport, Verteilung Saatkaroffeln
in Zusammenarbeit UNHCR
Mitte April - Mitte Mai 93
- r) **1 SupervisorIn**
Kroatien, Flüchtlingsunterkunft, Betreuungsaufgaben
April-August-November 93

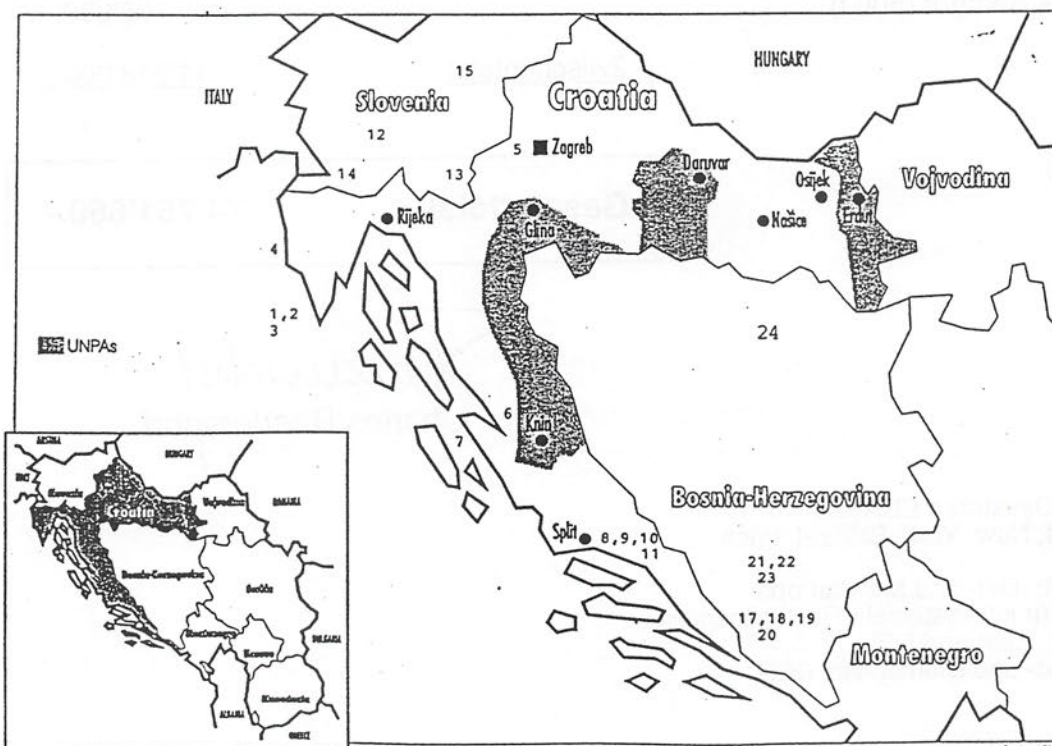
Total: 33 Korpsangehörige am 20.8.93 im Einsatz: 7 Korpsangehörige

- 3 -

3. SKH-Projekte (24)

Bereitstellen von wintersicheren Unterkünften

	<u>Flüchtlinge/Vertriebene</u>
3.1. Kroatien	
1 PULA, Sirola Kaserne	1'000
2 PULA, Camping Puntisela	820
3 PULA, Herberge Ferijalnisaver	150
4 POREC, Herberge	70
5 ZAGREB, Baracken Oporovecka	100
6 STARIGRAD, Hotel Alan	500
7 ZADAR, Hotel Slavija	400
8 SPLIT, Ferienhaus Odmarliste Osijeku	300
9 SPLIT, Mrdujaseva	100
10 PODSTRANA, Mjejna Zajedino	100
11 PODSTRANA, Ferienhaus Vinkovsci	100
3.2. Slovenien	
12 VELIKE BLOKE, Kaserne	490
13 CRNOMELJ, Kaserne Crnomelj	650
14 KOZINA, Baracken	220
15 HRASTNIK, Baracken	250
16 160 Oefen für Camps	1'840
3.3. Bosnien-Herzegowina	
17 CAPLIJNA, Schülerheim	300
18 CAPLIJNA, Dorfschule	
19 CAPLIJNA, Dorfapotheke	
20 CAPLIJNA, Spital	
21 MOSTAR, Hotel Soko	500
22 MOSTAR, Waisenhaus	250
23 MOSTAR, Studentenwohnheim	750
alle Objekte, ausser Nr. 24 abgeschlossen	
24 Tuzla, Schulhaus	600
25 IKRK "Fast Construction in Bosnien-Herzegowina" (keine Zahlenangaben)	

Total**9'490**

- 4 -

4. Partner (ab August 1991)

<u>4.1. Humanitäre Zusammenarbeit</u>	<u>verpflichtet</u>
- UNHCR (inkl. OKK-Nahrung)	20'484'000.-
- IKRK	13'149'560.-
- IOM	552'000.-
- SRK	4'722'900.-
- CARITAS	952'500.-
- HEKS	1'932'500.-
- TdH	359'200.-
- UNICEF	1'000'000.-
- WFP	3'000'000.-
- UNDRO	159'000.-
- div. Partner (OKK-Nahrung 93)	765'000.-
- div. schweiz. und intern. Organisationen	3'622'700.-
- Eigenaktion HH/SKH	529'500.-
- Eigenaktion/UNHCR	697'000.-
- Käse/Kartoffeln (IKRK/UNHCR)	10'608'000.-
- Saatkartoffeln (HCR) inkl. Trsp.	410'000.-
<u>Zwischentotal</u>	<u>62'943'860.-</u>

4.2. SKH

- Bauprojekte SKH (s. Ziff. 2 f-k, 3)	7'636'500.-
- IKRK "Fast Construction in B-H"	872'000.-
- Logistikprojekte (s. Ziff. 2 a-e, 2 m-o)	627'000.-
- UNHCR-Transportpool (13 LKW, 13 lok. Fahrer, Ersatzteile, Werkstatt und -betrieb; s. Ziff. 2 p)	1'400'000.-
- Wasserversorgung Capljina	220'000.-
- Betriebskosten Unterkünfte	964'500.-
- Logistik Saatgut (500 t)	98'000.-
<u>Zwischentotal</u>	<u>11'818'000.-</u>

Gesamttotal	74'761'860.-
--------------------	---------------------

Charles Raedersdorf
Charles Raedersdorf

Verteiler:

- BRC
- GS und alle Direktoren EDA
- Mission Genf, New York, Brüssel, Wien
- PA I
- Büro Zus.-Arb. Ost- und Mitteleuropa
- Koordinator für internationale Flüchtlingspolitik
- Pressedienst EDA und DEH
- alle Abt-, Sekt- und Dienstchefs DEH



den 16.9.1993

Fachdienst II
Tel. 031 61 97 15 (ab 25.9. 322 97 15)
Fax. 031 61 98 74 (ab 25.9. 322 98 74)

An die Mitglieder der
ausserpolitischen Kommission
des Ständerates

Vororientierung über die Sitzung vom 21. und 22. Oktober 1993.

(Die formelle Einladung und Unterlagen folgen)

Die nächste ordentliche Kommissionssitzung findet in Bern, Parlamentsgebäude, wie folgt statt:

Donnerstag, 21. Oktober 1993, 16.00 - open end;
Fortsetzung am Freitag, 22. Oktober 1993, 08.00 bis spätestens 12.00 Uhr.

Tagesordnung

1. Schweizerische Aussenpolitik
 - 1.1. Die Politik der Guten Dienste am Beispiel der Mission von Botschafter Brunner in Georgien
 - 1.2. Die Beziehungen Schweiz-Türkei seit den Ereignissen vom 24. Juni 1993; Perspektiven
2. Aktualitäten
 - 2.1. Die Lage im ehemaligen Jugoslawien
 - 2.2. Ev. weitere Aktualitäten
3. 93-27 Petition betreffend Demokratisierung in Zaire
4. * ns Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den allgemeinen Kreditvereinbarungen des Internationalen Währungsfonds
5. Ein Jahr Mitgliedschaft der Schweiz IWF/Weltbank; erste Bilanz
6. * ns Zolltarifarisches Massnahmen. Bericht
7. Vorbereitung der Sitzung vom 18. und 19. November 1993
8. Verschiedenes

Möglicher zeitlicher Ablauf der Sitzung

Donnerstag, 21. Oktober 1993

16.00 - 19.00 Uhr Punkt 1
Anschliessend Punkte 2 und 3

Bitte wenden

Freitag, 22. Oktober 1993

08.00 - 10.00 Uhr	Punkte 4 und 5
10.00 - 10.15 Uhr	Kaffeepause
10.15 - 10.30 Uhr	Punkt 6
Anschliessend	Punkte 7 und 8

Der Kommissionssekretär


Alfred Aebi

Geht an:

- Die Kommissionsmitglieder: Cavelti, Flückiger, Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Ruesch, Schiesser, Simmen
- Den Vorsteher des EDA und die interessierten Stellen (Punkte 1-3 und 7 und 8)
- Den Vorsteher des EFD und die interessierten Stellen (Punkte 4 und 5)
- Den Vorsteher des EVD und die interessierten Stellen (Punkt 6)
- Die Fraktionssekretariate: C, R, V, L, S
- Hu, JC, CHL, CCA, Hö, Ri, mz, my, DZ, Ai, LM., BP, HMA, Shi, gm



le 16 septembre 1993

Service de commission II
Tél. 031/61 97 15
Fax. 031/61 98 74

Aux membres de la
Commission de politique
extérieure du
Conseil des Etats

Information préliminaire concernant
la séance des 21 et 22 octobre 1993

(La convocation formelle et la documentation suivront)

La prochaine séance ordinaire de la commission aura lieu à Berne,
au Palais du Parlement, comme suit:

Jeudi, 21 octobre 1993, dès 16h - open end
Suite, le vendredi 22 octobre 1993, de 8h à 12h au plus tard.

Ordre du jour

1. Politique extérieure de la Suisse
 - 1.1. La politique des bons offices à l'exemple de la mission de l'ambassadeur Brunner en Géorgie
 - 1.2. Les relations Suisse-Turquie depuis les événements du 24 juin 1993; Perspectives
2. Actualités
 - 2.1. La situation dans l'ancienne Yougoslavie
 - 2.2. Ev. d'autres actualités
3. 93-27 Pétition relative à la démocratisation au Zaïre
4. * né Renouvellement de la participation de la Suisse aux Accords généraux d'emprunt du FMI
5. Un an après l'adhésion de la Suisse au FMI et à la Banque mondiale: Premier bilan
6. * né Mesures tarifaires douanières. Rapport
7. Préparation de la séance des 18/19 novembre 1993
8. Divers.

Tournez s.v.p.

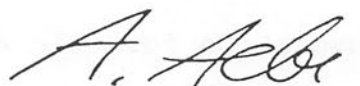
Déroulement probable de la séanceJeudi, 21 octobre 1993

16h00 - 19h00	Point 1
Suite et fin	Points 2 et 3

Vendredi, 22 octobre 1993

8h00 - 10h00	Points 4 et 5
10h00 - 10h15	Pause café
10h15 - 10h30	Point 6
Suite et fin	Points 7 et 8

Le secrétaire de la
commission



Alfred Aebi

Distribution:

- Aux membres de la Commission: Cavelti, Flückiger, Béguin, Bloetzer, Cavadini Jean, Delalay, Gadiant, Kündig, Onken, Rhinow, Ruesch, Schiesser, Simmen.
- Au chef du DFAE et aux services intéressés (Points 1-3 et 7-8)
- Au chef du DFF et aux services intéressés (Points 4 et 5).
- Au chef du DFEP et aux services intéressés (Point 6).
- Aux secrétariats des groupes: C, R, V, S, L.
- Hu, JC, CHL, CCA, Hö, Ri, mz, my, DZ, Ai, LM, BP, HMA, Shi, gm, huissier.